



T3

Rapport trimestriel
Troisième trimestre terminé
le 30 septembre 2008

Faits saillants financiers

	Trimestres terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
(en milliers de dollars US, sauf les données par action) (non vérifiés)	2008 \$	2007 \$	2008 \$	2007 \$
Chiffre d'affaires net	160,9	184,1	346,6	395,7
Perte d'exploitation	(127,8)	(5,1)	(140,9)	(31,7)
Perte nette	(122,1)	(11,0)	(135,4)	(31,0)
Résultat par action				
De base	(3,34)	(0,31)	(3,70)	(0,92)
Dilué ¹⁾	(3,34)	(0,31)	(3,70)	(0,92)

¹⁾ Les calculs pour les débetures convertibles et pour le résultat de base et dilué par action pour les périodes de trois mois et de neuf mois se terminant les 30 septembre 2008 et 2007 sont les mêmes, puisque l'effet dilutif des débetures et des options en cours établi selon la méthode du rachat d'actions sont nuls, étant donné leur effet antidilutif.

Bourse

Bourse de Toronto : MB

Actions en circulation

(au 30 septembre 2008)

36 612 202 actions ordinaires

Historique de négociation

TSX	(\$ CA)
	T3 2008
Haut :	4,08 \$
Bas :	2,30 \$
Cours de clôture :	2,49 \$
Volume moyen :	72 995

Agent des transferts

Compagnie Trust CIBC Mellon

1-800-387-0825

Relations avec les investisseurs

Eric Phaneuf, Vice-président développement des affaires

(514) 333-3339 poste 2538

Courriel : info_invest@megabrands.com

Eric Laniel, Gérant trésorerie et relations avec les investisseurs

(514) 333-3339 poste 2620

Courriel : info_invest@megabrands.com



www.megabrands.com

Rapport de gestion

Troisième trimestre terminé le 30 septembre 2008

Le présent rapport de gestion de MEGA Brands Inc. (anciennement Mega Bloks Inc.) et de ses filiales (ci-après « MEGA Brands », la « Société », « nous », « nos » et « notre ») doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés non vérifiés et les notes afférentes pour les périodes intermédiaires terminées les 30 septembre 2008 et 2007 ainsi qu'avec les états financiers consolidés vérifiés et le rapport de gestion de l'exercice terminé le 31 décembre 2007. Les informations financières contenues dans ce rapport de gestion et dans nos états financiers ont été préparées conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR ») prescrits par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »). Le présent rapport de gestion reflète la situation en date du 12 novembre 2008.

Tous les chiffres figurant dans ce rapport de gestion sont en dollars américains (monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation), sauf mention contraire. Partout dans ce rapport de gestion, le nom « MEGA Brands America » renvoie à Rose Art Industries, Inc., à Warren Industries, Inc. et à leurs filiales respectives, telles qu'elles étaient au moment de leur acquisition.

Énoncés prospectifs

Tous les énoncés du présent rapport de gestion qui n'ont pas trait directement et exclusivement à des faits historiques sont des « énoncés prospectifs ». Ces énoncés représentent les intentions, les projets, les attentes et les convictions de la Société. Dans certains cas, ces énoncés nous obligent à formuler des hypothèses, et le risque que ces hypothèses soient incorrectes est important. De plus, ces énoncés sont assujettis à des risques, à des incertitudes et à d'autres facteurs, dont plusieurs sont indépendants de la volonté de la Société. Ces facteurs comprennent, entre autres : les questions touchant le financement et les taux d'intérêt, la difficulté de prévoir les préférences des consommateurs et la conception de nouveaux produits et leur acceptation par le marché, les risques liés au rappel de produits, les litiges en cours et l'incertitude inhérente à leur issue, la réalisation de synergies, les activités internationales, la couverture d'assurance, la croissance ou la rentabilité, la dépendance à l'égard de quelques clients importants, les fluctuations du prix des résines plastiques et d'autres matières premières ainsi que la variation des taux de change, le caractère saisonnier des secteurs des jouets et de la papeterie, les risques liés aux produits faisant l'objet d'une licence, le contexte du marché au détail et les litiges concernant les jouets de construction. Les énoncés prospectifs peuvent contenir des termes comme « croire », « estimer », « prévoir », « avoir l'intention de », « s'attendre à », « envisager », « planifier », d'autres expressions similaires et leurs variantes et ne sont valables qu'à la date à laquelle ils ont été faits. La Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser publiquement tout énoncé prospectif, que ce soit à la lumière de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, sous réserve des lois applicables. Les lecteurs sont priés de ne pas se fier indûment à ces énoncés. De plus amples renseignements sur les risques pouvant faire en sorte que les résultats réels soient considérablement différents de nos attentes actuelles se trouvent à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2007 et du présent rapport de gestion. Lorsque nous déclarons que nous prévoyons l'amélioration de notre situation financière grâce à la mise en œuvre du programme d'amélioration de la valeur (« PAV »), que nous nous attendons à réaliser des montants spécifiques d'économies additionnelles et que nous disposons des ressources et de la souplesse financières nécessaires pour répondre à nos besoins en fonds de roulement jusqu'à la période de pointe des ventes de jouets et que nous prévoyons améliorer notre marge brute en fermant les installations de fabrication de Shenzhen, en Chine, nous supposons que nous réaliserons avec succès : la mise en œuvre du PAV, lequel prévoit entre autres, l'optimisation de notre éventail de produits, l'amélioration de nos processus commerciaux et le renforcement de nos activités et de notre répertoire de fournisseurs en Chine, que nous aurons le succès escompté en réalisant les synergies sur le plan des coûts et des produits à partir de l'intégration de *MEGA Brands America* et de *Board Dudes*, notamment les synergies découlant de la réduction importante des opérations et de la fermeture d'installations de fabrication en Amérique du Nord et en Chine et de la concentration dans nos nouvelles installations des activités de distribution, le maintien ou l'accroissement de la qualité des produits fabriqués dans de nouveaux établissements, que nous réussirons à réduire le niveau des stocks, à maintenir le niveau des services à nos nouvelles installations de distribution, à maintenir notre capacité à attirer et à retenir le personnel essentiel dans des postes-clés, à susciter l'intérêt des marchés internationaux que nous servons par l'entremise de notre service des ventes et de commercialisation pour la marque *ROSE ART* et d'autres produits que nous offrirons et que les marchés de vente au détail sur lesquels nous vendons nos produits seront marqués par une forte demande pour la gamme de produits de la Société. Tel qu'il est mentionné à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2007 et du présent rapport de gestion, il y a des risques et des incertitudes qui pourraient faire en sorte qu'une ou plusieurs de ces hypothèses soient erronées et que, par conséquent, la croissance réelle diffère de celle que nous avons prévue.



Aperçu de la société

MEGA Brands conçoit, fabrique et commercialise des jouets et des produits de papeterie de haute qualité. La Société, dont le siège social est situé à Montréal, compte plus de 3 000 salariés, des bureaux, des installations de fabrication et des centres de distribution dans 14 pays. Les produits de la Société sont vendus dans plus de 100 pays.

La Société exerce ses activités dans deux secteurs géographiques, Amérique du Nord et International, et elle axe ses activités de vente et de commercialisation sur deux gammes de produits.

- › Notre gamme Jouets comprend les jouets de construction **MEGA BLOKS^{MD}** pour enfants d'âge préscolaire et les garçons de cinq ans et plus, les jouets de construction **MAGNEXT^{MC}** pour enfants de six ans et plus et les jeux de société et les casse-tête **MEGA^{MC}** pour les familles.
- › Notre gamme Papeterie et jeux d'activités comprend les produits reliés au dessin (crayons à dessiner, crayons de couleurs, surligneurs et feutres), vendus principalement sous la marque **ROSE ART^{MD}**, les instruments pour écrire (stylos, portemines et crayons à mine), vendus surtout sous les marques **ROSE ART**, **SRX^{MD}** et **USA GOLD^{MD}**, les tableaux blancs ou tableaux en liège, les classeurs à compartiments et les accessoires, vendus essentiellement sous la marque **BOARD DUDES^{MD}**, et les ensembles de bricolage et de dessin et de jeux d'activités de la marque **ROSE ART**.

Programme d'amélioration de la valeur

Le 9 novembre 2007, la Société a annoncé le lancement d'un programme d'amélioration de la valeur (« PAV ») visant à améliorer son rendement financier. Le PAV prévoit une vaste gamme d'activités, dont les suivantes :

- › Optimisation de l'éventail de produits en concentrant les activités de R et D et de commercialisation sur la mise au point de produits axée sur les clients et en continuant de mettre l'accent sur l'innovation comme moteur principal du rendement.
- › Amélioration des processus d'affaires de manière à assurer la satisfaction optimale des clients tout en accélérant la rotation des stocks.
- › Réalisation de synergies et d'économies additionnelles, en plus des économies de 7 M\$ à 10 M\$ par année prévues grâce à la première phase de l'intégration de **MEGA Brands America** réalisée en 2006. La Société entend atteindre cet objectif en terminant l'intégration de **MEGA Brands America**, l'intégration de **The Board Dudes, Inc.** (« **Board Dudes** ») et en renforçant ses activités et son répertoire de fournisseurs en Chine.

La Société a complété l'intégration de **MEGA Brands America** avec la fermeture de ses installations de fabrication et d'entreposage de Woodridge, au New Jersey, en décembre 2007. Les autres activités américaines de production de **MEGA Brands America** ont été soit transférées aux installations canadiennes ou chinoises de la Société, soit imparties à des fournisseurs asiatiques. En outre, la Société a ouvert un autre centre de distribution à Fife, dans l'État de Washington. Les activités de distribution des installations de Woodridge et les activités de **Board Dudes** ont été consolidées et sont maintenant réalisées dans les installations agrandies de Fife. En janvier 2008, la filiale **Board Dudes** a cessé d'exister après avoir été fusionnée avec **MEGA Brands America**. La Société a également rationalisé son portefeuille de produits et réalisé des synergies d'exploitation et administratives dans ses activités nord-américaines, entraînant des abolitions de postes. Ces mesures devraient générer des économies annualisées additionnelles de 12 M\$, à compter du deuxième semestre de 2008.

Après la fin du trimestre, la Société a décidé de réduire de façon importante les activités des anciennes installations de fabrication de Rose Art à Shenzhen, en Chine, et d'impartir la production à des fournisseurs tiers qualifiés qui fabriquent déjà des produits comptant pour plus de 50 % de ses produits d'exploitation. Le transfert de la production sera complété d'ici la fin de 2008. L'usine de Shenzhen, spécialisée dans la fabrication de jouets magnétiques, était sous-utilisée et cette décision devrait permettre d'améliorer les marges à compter de 2009. Dans le cadre de son plan d'accroissement de la valeur, la Société prendra d'autres mesures pour augmenter l'efficacité de sa chaîne d'approvisionnement mondiale et améliorer sa situation concurrentielle.

Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres actifs

La récente détérioration de la conjoncture économique mondiale, la décision de la Société de réduire de façon importante les activités de son usine chinoise, combinées à la diminution du prix de l'action de la Société, ont enclenché la réalisation d'un test intermédiaire de dépréciation des écarts d'acquisition, ainsi qu'une évaluation de la possibilité de récupérer certains actifs de la Société, notamment des actifs à long terme et incorporels. Tel qu'exigé par le chapitre 3062 du manuel de l'ICCA *Écart d'acquisition et autres actifs*, et en prévision de la réalisation d'une analyse complète d'étape 2 de l'écart d'acquisition et d'une évaluation de la possibilité de récupérer d'autres actifs en conséquence des changements apportés par la Société à sa chaîne d'approvisionnement mondiale, la Société a réservé une provision préliminaire de 150 M\$ sur la valeur comptable de ces actifs. Cette provision tient compte, notamment, de l'impact de la réduction des activités chinoises. En évaluant cette provision



au 30 septembre 2008, la Société a pris en considération le fait que la dépréciation des écarts d'acquisition pouvait se situer entre 100 M\$ et 300 M\$. En raison de l'incertitude pesant actuellement sur l'établissement de ces montants, toute la provision a été affectée aux écarts d'acquisition dans les présents états financiers intermédiaires. Avec l'aide d'un évaluateur indépendant, les exigences ultimes de dépréciation et l'allocation finale de tels montants aux actifs sous-jacents, qui pourrait différer de façon importante de la provision décrite plus haut, seront déterminées et comptabilisées au quatrième trimestre. En ce moment, la Société croit que tout versement au comptant qui pourrait être requis en conséquence du test de dépréciation, serait minime.

Faits nouveaux

Au cours du troisième trimestre de 2008, la Société a reçu 1,7 M\$ de ses assureurs et, après la fin du trimestre, un montant additionnel de 7,7 M\$, représentant la récupération finale associée au règlement de 13,5 M\$ versé par la Société en 2006 à la suite de poursuites relatives à l'ingestion d'aimants. Avec ces derniers montants, la Société aura récupéré de ses assureurs un total de 12,9 M\$ dans cette affaire.

Le 6 novembre 2008, la Société et *Nickelodeon & Viacom Consumer Products* (NVCP) ont annoncé le prolongement de leur partenariat mondial de fabrication sous licence pour développer des jouets de construction inspirés des séries télévisées à succès de *Nick Jr.* pour enfants d'âge préscolaire : *The Wonder Pets!* et *Ni Hao, Kai-lan*. La nouvelle gamme de produits fera son apparition à l'automne 2009 dans le marché mondial du détail.

Le 22 octobre 2008, la Société a conclu un accord de fabrication sous licence pluriannuel avec *WILDBRAIN* pour développer des ensembles de construction inspirés de la série télévisée à succès pour les enfants d'âge préscolaire *YO GABBA GABBA!* La nouvelle offre de produits fabriqués sous licence est présentement en développement par la Société qui les lancera mondialement à l'automne 2009.

En prévision de la période de pointe de vente des jouets, plusieurs des produits de la Société ont reçu des mentions pour leur conception exceptionnelle, leur innovation, leurs qualités didactiques et l'expérience de jeu qu'ils procurent. Ce fut notamment le cas pour le *Smart Builders Piano* de la catégorie de jouets d'enfants d'âge préscolaire, pour *MAGNEXT* et *Legends: King Arthur* dans la catégorie Garçons de 5 ans et plus. Parmi les organismes et les listes de jouets recommandés ayant accordé une reconnaissance spéciale aux produits de la Société, on retrouve le *National Parenting Center*, les produits pour enfants primés par les *National Parenting Publications Awards*, *Toy Insider Hot 20*, *Dr. Toy's Top 10 Toys for 2008*, la liste "Most Wanted" de *Time to Play 2008* et le Conseil canadien d'évaluation des jouets.

Le 18 août 2008, la Société a signé une sixième entente de modification (le « Sixième amendement ») à son entente de crédit datée du 26 juillet 2005, apportant certains changements aux conditions de ses facilités de crédit garanties de premier rang qui viennent à échéance en 2012, dont la dispense d'un engagement relatif au ratio de BAIIA minimal cumulatif pour la période terminée le 30 juin 2008. De plus, le Sixième amendement introduit une nouvelle définition du calcul du BAIIA permettant de réintégrer certains éléments non récurrents et hors trésorerie. L'engagement comprend un BAIIA minimum à la fin de chaque trimestre, jusqu'au 30 juin 2010 inclusivement. À cette date, les engagements plus restrictifs instaurés auparavant rentreront en vigueur. La facilité de crédit renouvelable a été réduite à 100 M\$.

Le 18 août, la Société a annoncé la clôture d'une offre de placement privé de débentures convertibles non garanties de premier rang pour un produit total de 75 M\$ CA. Le produit de l'offre sera affecté au fonds de roulement et aux fins générales de l'entreprise. Les débentures, venant à échéance le 31 août 2013, portent intérêt au taux de 8 % payable semestriellement à terme échu et elles sont converties, au choix du détenteur, à tout moment avant leur échéance à un prix d'environ 3,19 \$ CA par action ordinaire, sous réserve des ajustements antidilutions habituels. Les débentures sont convertibles en 23 512 500 actions ordinaires, représentant 39 % des actions ordinaires de la Société, après conversion. Les débentures ont été émises à *Fairfax Financial Holdings Ltd.*, *Chiefswood Holdings Limited*, *The Owners Fund* et *Victor J. Bertrand Sr.*, le fondateur et président du conseil de la Société, *Fairfax* investissant 64 M\$ CA et *M. Bertrand* 7 M\$ CA dans le cadre de l'offre. Ce financement a été entrepris par la Société en considération de ses alternatives stratégiques, dont la vente des activités de la catégorie Papeterie et jeux d'activités.

Le 28 mars 2008, la Société a signé une cinquième entente de modification (le « Cinquième amendement ») à l'entente de crédit conclue le 26 juillet 2005 (l'« Entente de crédit ») apportant certaines modifications aux modalités et conditions de ses facilités de crédit garanties de premier rang (les « Facilités de crédit ») échéant en 2012. L'objectif de la Société, en demandant cet amendement, était d'assurer le bon déroulement des affaires et de maximiser la valeur des actifs pendant qu'elle étudie, comme elle l'a annoncé le 5 mars 2008, les occasions de vente de son Secteur Papeterie et jeux d'activités. Le Cinquième amendement prévoit une renonciation à l'application de la clause portant sur le ratio de la dette à long terme par rapport au BAIIA et sur le ratio de couverture des charges fixes à compter du 31 décembre 2007 et jusqu'au 30 septembre 2008, inclusivement. En outre, aux termes de cette modification, les prêteurs consentent à la vente du secteur Papeterie et de jeux d'activités et renoncent à certains droits des actifs vendus, à la condition que le montant net de la contrepartie reçue serve à proposer des remboursements anticipés aux prêteurs actuels. Sous réserve de certaines conditions relatives à la date et au prix de vente, cet amendement réduit par ailleurs le montant maximal disponible en vertu des facilités de crédit renouvelables en imposant certaines limites à l'égard des emprunts pouvant être contractés aux termes de ces facilités et en augmentant le montant de certains frais et des intérêts associés à ces emprunts. Finalement, la définition du BAIIA a été modifiée, et une nouvelle clause financière a été ajoutée en vertu de laquelle la Société devra maintenir un BAIIA minimal cumulatif à la fin des deuxième, troisième et quatrième trimestres de son exercice 2008.



Le 17 mars 2008, la Société et la *Consumer Products Safety Commission* des États-Unis (« CPSC ») ont annoncé conjointement un programme de rappel volontaire global des figurines *MAGNAMAN* et des jouets magnétiques *MAGTASTIK* et *MAGNETIX JR.* destinés aux enfants d'âge préscolaire. Cette mesure a été prise à la suite du signalement de cas où les aimants se sont détachés et d'un cas de blessures légères attribuables à l'aspiration d'un aimant provenant d'un jouet *MAGTASTIK*. Les gammes de produits visés par ces rappels avaient été conçues avant l'amélioration apportée en 2006 aux jouets de construction *MAGNETIX*. Les jouets *MAGNAMAN* et *MAGNETIX JR.* ont été retirés du marché et ne sont plus en production. Le chiffre d'affaires associé aux produits visés par les rappels s'est établi à environ 7,0 M\$ en 2007, et les coûts imputables aux rappels ont été comptabilisés dans les résultats financiers de la Société au quatrième trimestre de 2007.



Principales informations financières

Le tableau ci-dessous présente les principales données tirées des états consolidés des résultats pour les périodes terminées les 30 septembre 2008 et 2007 :

(en milliers de dollars US, sauf les données par action) (non vérifiés)	Trimestres terminés les 30 septembre				Neuf mois terminés les 30 septembre			
	2008		2007		2008		2007	
	\$	% du chiffre d'affaires net	\$	% du chiffre d'affaires net	\$	% du chiffre d'affaires net	\$	% du chiffre d'affaires net
Chiffre d'affaires net	160 860	100,0	184 105	100,0	346 637	100,0	395 697	100,0
Coût des produits vendus	101 992	63,4	148 279	80,5	225 211	65,0	303 230	76,6
Marge brute	58 868	36,6	35 826	19,5	121 426	35,0	92 467	23,4
Frais de marketing et de publicité	4 648	2,9	4 794	2,6	13 893	4,0	15 565	3,9
Frais de recherche et de développement	4 750	3,0	5 379	2,9	13 156	3,8	17 064	4,3
Autres frais de vente, de distribution et d'administration	30 751	19,1	34 604	18,8	84 317	24,3	90 902	23,0
Programme volontaire de rappel et de remplacement	-	-	-	-	-	-	4 700	1,2
Frais de litige	3 623	2,3	2 300	1,2	7 076	2,0	4 613	1,2
Règlement relatif à la responsabilité du fait du produit et frais connexes	(9 350)	(5,8)	(2 600)	(1,4)	(9 350)	(2,7)	(3 600)	(0,9)
Dépréciation des écarts d'acquisition et autres actifs	150 000	93,2	-	-	150 000	43,3	-	-
Perte (gain) de change	2 204	1,4	(3 582)	(1,9)	3 223	0,9	(5 040)	(1,3)
Perte d'exploitation	(127 758)	(79,4)	(5 069)	(2,8)	(140 889)	(40,6)	(31 737)	(8,0)
Charge d'intérêts et autres frais	12 581	7,8	7 008	3,8	20 264	5,8	19 795	5,0
Perte avant impôts sur les bénéfices	(140 339)	(87,2)	(12 077)	(6,6)	(161 153)	(46,5)	(51 532)	(13,0)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices	(18 199)	(11,3)	(1 049)	(0,6)	(25 793)	(7,4)	(20 556)	(5,2)
Perte nette	(122 140)	(75,9)	(11 028)	(6,0)	(135 360)	(39,0)	(30 976)	(7,8)
Résultat par action								
De base	(3,34)		(0,31)		(3,70)		(0,92)	
Dilué ¹⁾	(3,34)		(0,31)		(3,70)		(0,92)	
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation								
De base	36 612 202		35 574 486		36 606 452		33 670 899	
Dilué	36 612 202		35 574 486		36 606 452		33 670 899	

¹⁾ Les calculs pour les débetures convertibles et pour le résultat de base et dilué par action pour les périodes de trois mois et de neuf mois se terminant les 30 septembre 2008 et 2007 sont les mêmes, puisque l'effet dilutif des débetures et des options en cours établi selon la méthode du rachat d'actions sont nuls, étant donné leur effet antidilutif.

Le tableau ci-dessous présente les principales données en dollars canadiens pour les périodes de trois mois et neuf mois se terminant les 30 septembre 2008 et 2007 à titre d'information supplémentaire à l'intention des investisseurs canadiens :

Données en dollars canadiens¹⁾

(en milliers de dollars CA, sauf les données par action) (non vérifiés)	Trimestres terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2008	2007	2008	2007
	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires net	170 496	195 133	367 401	419 399
Perte nette	(129 456)	(11 689)	(143 468)	(32 831)
Résultat par action				
De base	(3,54)	(0,33)	(3,92)	(0,98)
Dilué	(3,54)	(0,33)	(3,92)	(0,98)

¹⁾ Les données financières en dollars US sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur au 30 septembre 2008, soit 1,0599 \$ CA pour 1,00 \$ US, selon le principe de la conversion de convenance.

Résultats d'exploitation

Chiffre d'affaires net

Le chiffre d'affaires net du troisième trimestre de 2008 a diminué de 12,6 % à 160,9 M\$, en comparaison de 184,1 M\$ pour la période correspondante de l'année dernière. Cette diminution reflète principalement les ventes moins élevées de certaines catégories de produits et l'affaiblissement de la demande des consommateurs, ainsi que des frais additionnels de rappel de produits identifiés, en comparaison du troisième trimestre de 2007.

Le chiffre d'affaires net provenant de notre gamme de produits Jouets a diminué à 101,7 M\$, comparativement à 111,6 M\$ au troisième trimestre de 2007. Cette diminution est attribuable à une réduction des livraisons de produits dans la catégorie Garçons de 5 ans et plus de même que des frais de rappel de produits de 6,9 M\$ associés à la gamme MAGNETIX.

Le chiffre d'affaires net provenant de la gamme de produits Papeterie et jeux d'activités a diminué à 59,2 M\$, en comparaison de 72,5 M\$ au troisième trimestre de 2007. Cette diminution s'explique principalement par la saison du retour à l'école qui a été difficile pour tous les fournisseurs, puisque les détaillants étaient résolus à terminer cette saison avec de très faibles stocks.

Sur une base géographique, le chiffre d'affaires net provenant d'Amérique du Nord a diminué à 100,3 M\$, comparativement à 117,7 M\$ au troisième trimestre de 2007. Le chiffre d'affaires net provenant de l'International a diminué à 60,5 M\$, en comparaison de 66,4 M\$ au troisième trimestre de 2007. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des livraisons au Mexique, en raison de la diminution de la demande, au resserrement des conditions de crédit de certains détaillants et à l'impact des taux de change sur les devises étrangères. Le chiffre d'affaires net provenant de l'International représentait 37,6 % du chiffre d'affaires net total au troisième trimestre de 2008, comparativement à 36,1 % pour la période correspondante de 2007.

Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2008, le chiffre d'affaires net a diminué à 346,6 M\$, en comparaison de 395,7 M\$ pour la même période de l'année dernière. Le chiffre d'affaires provenant de notre gamme de produits Jouets a diminué à 194,4 M\$, comparativement à 223,6 M\$ pour la période correspondante de l'an dernier. Cette baisse s'explique principalement par les ventes moins élevées dans la catégorie Garçons de 5 ans et plus, qui ont plus que compensé l'augmentation des ventes dans la catégorie des jouets de construction préscolaire. Le chiffre d'affaires provenant de la gamme de produits Papeterie et jeux d'activités a diminué à 152,2 M\$, en comparaison de 172,1 M\$ pour la période correspondante de 2007. Le chiffre d'affaires provenant de l'Amérique du Nord s'établissaient à 223,7 M\$, comparativement à 271,1 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2007, tandis que le chiffre d'affaires provenant de l'International était de 122,9 M\$, ou 35,5 % du chiffre d'affaires net total, en comparaison de 124,6 M\$, ou 31,5 % du chiffre d'affaires net total pour la période correspondante de 2007.

Coût des produits vendus

Le coût des produits vendus a diminué à 102,0 M\$, en comparaison de 148,3 M\$ au troisième trimestre de 2007, montant qui incluait des coûts spécifiques d'environ 39 M\$ associés à la vente sous le prix coûtant de stocks excédentaires et à la comptabilisation d'un écart de réévaluation des stocks hors trésorerie. En excluant ces coûts spécifiques, la diminution du coût des produits vendus au troisième trimestre de 2008 correspond à la diminution du chiffre d'affaires net. Le coût des produits vendus au troisième trimestre de 2008 inclut des frais d'intégration de 0,6 M\$.



Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2008, le coût des produits vendus était de 225,2 M\$, en comparaison de 303,2 M\$ pour la période correspondante de 2007. Les données de 2007 incluent un rappel volontaire de produits et d'autres frais d'environ 30,5 M\$, en plus des coûts spécifiques d'environ 39 M\$ déjà mentionnés.

Marge brute

La marge brute était de 58,9 M\$, en comparaison de 35,8 M\$ au troisième trimestre de 2007. La marge brute était de 36,6 %, en comparaison de 19,5 % au troisième trimestre de 2007. En excluant les incidences de la vente sous le prix coûtant de stocks excédentaires et de la comptabilisation de l'écart de réévaluation des stocks hors trésorerie totalisant 39 M\$, la marge brute rajustée du troisième trimestre de 2007 était de 40,6 %. La diminution de la marge brute au troisième trimestre de 2008 est principalement attribuable à la hausse du coût des intrants, dont une augmentation notable des coûts de la résine, à la gamme de produits vendus, à la faible efficacité de la fabrication à notre usine chinoise ainsi qu'à la pression constante exercée par la hausse des salaires en Chine, aux taux de change et à la mise à l'essai des produits. L'inefficacité des chaînes de montage de nos différentes usines se chiffre à 8,4 M\$ au troisième trimestre de 2008 et à 17,1 M\$ pour les neuf premiers mois de 2008.

Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2008, la marge brute s'établissait à 121,4 M\$; à 35,0 %, en comparaison de 92,5 M\$ et 23,4 % pour la même période de 2007. En excluant le rappel volontaire de produits et les autres frais de 30,5 M\$ et l'incidence du 39 M\$ associé à la vente sous le prix coûtant de stocks excédentaires et à la comptabilisation d'un écart de réévaluation des stocks hors trésorerie, la marge brute rajustée pour la période de 2007 s'élevait à 40,9 %.

Charges d'exploitation

Les frais de marketing et de publicité s'établissaient à 4,6 M\$, comparativement à 4,8 M\$ au troisième trimestre de 2007, ce qui est conforme au calendrier des dépenses d'exploitation. Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2008, les frais de marketing et de publicité étaient de 13,9 M\$, en comparaison de 15,6 M\$ pour la période correspondante de l'année dernière.

Les frais de recherche et développement ont diminué à 4,8 M\$, en comparaison de 5,4 M\$ au troisième trimestre de 2007. Cette baisse reflète principalement la diminution des services de tiers, le terme du travail préliminaire de R et D pour la nouvelle gamme de produits MAGNEXT et les économies résultant du programme de rationalisation des unités de gestion des stocks. Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2008, les frais de recherche et développement étaient de 13,2 M\$, comparativement à 17,1 M\$. Cette diminution est principalement attribuable aux éléments déjà mentionnés.

Les autres frais de vente, de distribution et d'administration ont diminué à 30,8 M\$, comparativement à 34,6 M\$ au troisième trimestre de 2007. Cette baisse provient principalement de la réduction des frais d'administration et de la diminution des coûts d'entreposage à la suite de la consolidation des activités nord-américaines au premier trimestre de 2008. Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2008, les autres frais de vente, de distribution et d'administration ont diminué à 84,3 M\$, en comparaison de 90,9 M\$ au cours de la période correspondante de 2007. Les autres frais de vente, de distribution et d'administration de 2008 comprennent des frais d'intégration totalisant 2,3 M\$.

Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres actifs

Tel qu'expliqué plus haut, la Société a comptabilisé une dépréciation préliminaire des écarts d'acquisition et des autres actifs de 150 M\$ au troisième trimestre de 2008. Ces frais de dépréciation ne demanderont qu'un versement au comptant minime.

Bénéfice (perte) d'exploitation

En excluant la dépréciation des écarts d'acquisition et des autres actifs de 150 M\$, le bénéfice d'exploitation s'élevait à 22,2 M\$, en comparaison d'une perte d'exploitation de 5,1 M\$ au troisième trimestre de 2007. Le montant de 2008 inclut les produits provenant du versement par les assureurs de 9,4 M\$ en relation avec le règlement, survenu en 2006, de poursuites en responsabilité du fait du produit. En Amérique du Nord, excluant la dépréciation des écarts d'acquisition et des autres actifs, le bénéfice d'exploitation était de 28,2 M\$, comparativement à 3,3 M\$ au troisième trimestre de 2007. Pour le secteur International, excluant la dépréciation des écarts d'acquisition et des autres actifs, la perte d'exploitation s'établissait à 5,9 M\$, en comparaison d'une perte d'exploitation de 8,4 M\$ au troisième trimestre de 2007. La perte d'exploitation comptabilisée au troisième trimestre de 2008 était de 127,8 M\$.

Pour les neuf mois terminés le 30 septembre, 2008, en excluant la dépréciation des écarts d'acquisition et des autres actifs de 150 M\$, le bénéfice d'exploitation était de 9,1 M\$, en comparaison d'une perte d'exploitation de 31,7 M\$ au cours de la période correspondante de 2007. Les données de 2007 incluent un rappel volontaire de produits et d'autres frais de 30,5 M\$, déduction faite de la récupération de 1,0 M\$ de nos assureurs associée à la responsabilité du fait du produit. En excluant la dépréciation des écarts d'acquisition et des autres actifs, le bénéfice d'exploitation provenant de l'Amérique du Nord était de 5,1 M\$, en comparaison d'une perte d'exploitation de 29,9 M\$ pour la même période de 2007. En excluant la dépréciation des écarts d'acquisition et des autres actifs, le bénéfice d'exploitation provenant du marché International s'élevait à 4,0 M\$, comparativement à une perte d'exploitation de 1,8 M\$ pour la période correspondante de 2007. La perte d'exploitation comptabilisée pour les neuf premiers mois terminés le 30 septembre 2008 était de 140,9 M\$.



Charges hors exploitation

Les charges totales d'intérêts s'élevaient à 12,6 M\$, comparativement à 7,0 M\$ au troisième trimestre de 2007. Les intérêts sur la dette à long terme et les autres intérêts ont augmenté à 9,7 M\$, en comparaison de 6,7 M\$ au troisième trimestre de 2007, reflétant le niveau plus élevé d'endettement et l'augmentation des coûts associés au service de la dette. Au cours du troisième trimestre de 2008, la Société a enregistré une perte non matérialisée de 1,7 M\$ sur les instruments financiers dérivés associés au swap de taux d'intérêt sur une partie de sa facilité de crédit de terme B.

Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2008, la charge d'intérêts et autres frais sont demeurés relativement stables à 20,3 M\$, en comparaison de 19,8 M\$ pour la même période de 2007.

Impôts sur les bénéfices

Le recouvrement d'impôts sur les revenus était de 18,2 M\$, en comparaison de 1,0 M\$ au troisième trimestre de 2007. Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2008, le recouvrement d'impôts sur les revenus était de 25,8 M\$, comparativement à un recouvrement de 20,6 M\$ pour les neuf premiers mois de 2007. Le taux d'imposition utilisé pour établir la charge d'impôts sur le revenu des résultats trimestriels correspond aux taux d'imposition effectif estimatif de chaque entité de la Société. Le taux d'imposition effectif reflète la structure de la Société aux fins fiscales, de même que la structure financière établie à la suite de l'acquisition de MEGA Brands America.

Les actifs associés aux impôts futurs sont présentés après provision pour moins-value de 86,2 M\$ (incluant 57,3 M\$ relatifs à la dépréciation des écarts d'acquisition et d'autres actifs (note 12)) au 30 septembre 2008 et de 27,8 M\$ au 31 décembre 2007.

Perte

La perte était de 122,1 M\$, ou une perte de 3,34 \$ par action, comparativement à une perte de 11,0 M\$, ou une perte de 0,31 \$ par action, au troisième trimestre de 2007.

Pour les neuf premiers mois terminés le 30 septembre 2008, la perte était de 135,4 M\$, ou 3,70 \$ par action, en comparaison de 31,0 M\$, ou 0,92 \$ par action, au cours de la période correspondante de 2007.

La dépréciation des écarts d'acquisition et d'autres actifs, représente une perte nette de 3,57 \$ par action.

Actions en circulation

Au 12 novembre 2008, 36 612 202 actions ordinaires étaient en circulation, représentant une valeur comptable totale de 308,7 M\$, et 2 542 512 options d'achat d'actions en cours et 23 510 972 débentures convertibles étaient en circulation.

Saisonnalité et fluctuations trimestrielles

Nos résultats d'exploitation ont toujours fluctué considérablement d'un trimestre à l'autre, et nous prévoyons la même tendance pour les périodes à venir. Cette tendance s'accroît du fait que les grands détaillants arrivent aujourd'hui à mieux gérer leurs inventaires grâce aux systèmes de gestion des stocks fondés sur le principe du juste à temps. Les détaillants exigent que la Société leur fasse parvenir leurs produits plus près du moment où ils prévoient les vendre aux consommateurs, ce qui écourte les délais de production et exige de la Société qu'elle réponde plus rapidement aux demandes de ses clients.

Les résultats d'exploitation d'un trimestre donné ne sont pas vraiment représentatifs des résultats de tout autre trimestre à venir et ils ne peuvent être comparés qu'à ceux des trimestres correspondants des exercices antérieurs. Les deux premiers trimestres sont habituellement moins rentables, puisque notre chiffre d'affaires net est alors à son plus bas niveau de l'exercice, tandis que les charges d'exploitation fixes restent relativement stables. Les besoins liés au fonds de roulement s'accroissent généralement tout au long des trois premiers trimestres à mesure que les stocks augmentent en prévision de la période de pointe. Cette saisonnalité a la même influence sur les résultats d'autres entreprises dans notre secteur d'activité. En raison de ce facteur saisonnier, nos flux de trésorerie pour un trimestre donné ne sont généralement pas représentatifs des flux de trésorerie de l'ensemble de l'exercice. Ainsi, la comparaison de l'état des flux de trésorerie à intervalle de douze mois est, en règle générale, plus pertinente qu'une comparaison avec la fin de l'exercice précédent.



Principales informations financières trimestrielles

Le tableau qui suit présente les principales informations financières trimestrielles des huit derniers trimestres :

(en milliers de dollars US, sauf les données par action) (non vérifiés)	T3-08	T2-08	T1-08	T4-07	T3-07	T2-07	T1-07	T4-06
Chiffre d'affaires net	160 860	106 385	79 392	128 819	184 105	121 486	90 106	164 805
% du chiffre d'affaires annuel	-	-	-	24,6	35,1	23,2	17,2	30,1
Marge brute	58 868	34 755	27 803	28 691	35 826	47 290	9 351	51 533
Bénéfice d'exploitation (perte)	(127 758)	(2 378)	(10 753)	(34 917)	(5 069)	8 678	(35 346)	(1 026)
Bénéfice net (perte)	(122 140)	(3 572)	(9 648)	(66 160)	(11 028)	3 962	(23 910)	2 761
Résultat de base par action	(3,34)	(0,10)	(0,26)	(1,81)	(0,31)	0,12	(0,73)	0,09
Résultat dilué par action	(3,34)	(0,10)	(0,26)	(1,81)	(0,31)	0,12	(0,73)	0,08
Flux de trésorerie lié aux activités d'exploitation	(49 566)	(13 067)	(44 255)	64 601	(11 142)	(39 561)	(23 521)	28 038

Situation de trésorerie et sources de financement

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et les emprunts à court terme contractés en vertu d'une facilité de crédit renouvelable ont toujours été notre principale source de liquidités. Les flux de trésorerie provenant de l'exploitation pourraient diminuer en raison d'un fléchissement de la demande de nos produits que pourraient entraîner des facteurs tels qu'une conjoncture économique défavorable ou des changements dans les préférences du public et des consommateurs. Ils pourraient diminuer aussi à cause de la montée des coûts de fabrication et de distribution des produits. Les capitaux dont nous avons besoin sont principalement destinés au financement des stocks et des débiteurs, au service de la dette et aux dépenses en immobilisations pour la mise au point de nouvelles gammes de produits. En raison de la nature saisonnière du secteur des jouets et de celui de la papeterie, nos besoins en fonds de roulement varient durant l'exercice. Les besoins en fonds de roulement s'accroissent généralement au cours des trois premiers trimestres à mesure que les stocks s'accumulent en prévision de la période de pointe.

La Société estime que les fonds disponibles, incluant les flux de trésorerie attendues des activités d'exploitation et les fonds disponibles à travers ses différentes lignes de crédits seront suffisantes pour rencontrer les besoins en fonds de roulement pour le reste de 2008. La crise financière mondiale, l'intensification du resserrement du crédit, le ralentissement économique et la faiblesse de l'évaluation du crédit de la Société par les agences de notation peuvent avoir une incidence sur ses possibilités de financement et sur sa capacité de rencontrer ses besoins en fonds de roulement au cours de l'exercice 2009.

Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation étaient de 49,6 M\$ au troisième trimestre de 2008, reflétant les variations défavorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation, en raison principalement de l'augmentation des débiteurs et de la diminution des créditeurs et charges à payer. Pour le troisième trimestre de 2007, les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation étaient de 11,1 M\$, en raison principalement d'une utilisation des fonds de roulement d'exploitation avant variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 12,1 M\$.

Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2008, les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation étaient de 106,9 M\$, en raison principalement d'une variation défavorable des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 106,4 M\$ résultant d'une augmentation des débiteurs et des stocks ainsi que d'une diminution des créditeurs et des charges à payer. Pour la même période en 2007, les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation étaient de 74,2 M\$, en raison principalement d'une utilisation des fonds de roulement d'exploitation avant variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 43,0 M\$ et d'une variation défavorable des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation avant variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 31,2 M\$. La variation défavorable des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation provenait principalement de la diminution des créditeurs, compensée en partie par une diminution des débiteurs.

Activités de financement

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont atteint 83,5 M\$ au troisième trimestre de 2008, reflétant surtout l'émission de débentures convertibles, pour un produit de 69,9 M\$, et un prélèvement de 19,0 M\$ sur la facilité de crédit renouvelable de la Société. Pour le troisième trimestre de 2007, les flux de trésorerie provenant des activités de financement étaient de 20,0 M\$, reflétant principalement l'émission d'actions ordinaires du Trésor, pour un produit de 70,5 M\$, compensé en partie par une réduction de 48,4 M\$ de la facilité de crédit renouvelable de la Société.



Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2008, les flux de trésorerie provenant des activités de financement se sont élevés à 147,5 M\$, reflétant principalement un prélèvement de 94,0 M\$ sur la facilité de crédit renouvelable de la Société, l'émission de débentures convertibles, pour un produit de 69,9 M\$, diminués d'un remboursement de 7,0 M\$ de la dette à long terme. Au cours de la même période en 2007, les flux de trésorerie provenant des activités de financement s'élevaient à 85,3 M\$, reflétant principalement l'émissions d'actions ordinaires du Trésor, pour un produit de 71,3 M\$, et un prélèvement de 20,6 M\$ sur la facilité de crédit renouvelable de la Société, moins le remboursement de 7,1 M\$ de la dette à long terme.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement au troisième trimestre de 2008 se sont élevés à 2,0 M\$, en comparaison de 4,5 M\$ au cours de la période correspondante de 2007. Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2008, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement étaient de 9,4 M\$, comparativement à 15,8 M\$ pour la même période en 2007. Les diminutions pour les deux périodes reflètent le calendrier de lancement des nouveaux produits.

Bilans

(en milliers de dollars US) (non vérifiés)	30 septembre 2008	31 décembre 2007	30 septembre 2007
	\$	\$	\$
Fonds de roulement ¹⁾	202 304	58 761	159 124
Immobilisations corporelles	40 860	42 620	48 316
Total de l'actif	671 238	709 714	811 868
Dette à long terme	395 154	260 744	321 559

¹⁾ Le fonds de roulement correspond à l'excédent de l'actif à court terme sur le passif à court terme.

Depuis le 31 décembre 2007, il y a eu des changements importants aux débiteurs, aux stocks, aux créditeurs et charges à payer, et à la dette à long terme.

Les débiteurs ont augmenté à 173,3 M\$ au 30 septembre 2008, en comparaison de 125,8 M\$ à la fin de 2007. Ceci s'explique principalement par le calendrier des livraisons au troisième trimestre et par la création d'un compte débiteurs pour le recouvrement d'assurance de 7,7 M\$.

Les stocks ont augmenté à 108,1 M\$ au 30 septembre 2008, en comparaison de 91,7 M\$ à la fin de 2007. Les stocks à la fin du troisième trimestre reflétaient la nature saisonnière du secteur des jouets et ils se comparaient aux stocks de 120,0 M\$ à la fin du troisième trimestre de 2007.

Les créditeurs et charges à payer ont diminué à 97,5 M\$ au 30 septembre 2008, en comparaison de 136,6 M\$ à la fin de 2007. Ceci reflète principalement le calendrier des achats et des paiements aux fournisseurs et les déboursements effectués à la suite de la réception des produits de l'émission de débentures convertibles.

La dette à long terme à la fin du troisième trimestre s'établissait à 392,3 M\$, comparativement à 252,4 M\$ à la fin de 2007, reflétant le prélèvement de 96 M\$ sur la facilité de crédit renouvelable de la Société et l'émission de débentures convertibles de 51,3 M\$ (la portion dette des débentures convertibles), compensés en partie par des remboursements de dettes de l'ordre de 7,0 M\$.

Au 30 septembre 2008, la dette de la Société était constituée principalement d'une somme de 3,2 M\$ représentant l'emprunt à terme A de la facilité de crédit qui vient à échéance en 2009, d'une somme de 252,2 M\$ représentant l'emprunt à terme B de la facilité de crédit échéant en 2012, de 51,3 M\$ de débentures convertibles de premier rang non garanties venant à échéance en 2013 (après déduction de la composante de capitaux propres de 18,6 M\$ des débentures convertibles, comptabilisée sous l'avoir des actionnaires), et d'une somme de 96 M\$ prélevée sur la facilité de crédit renouvelable, dont sont déduits 8,2 M\$ de frais de financement reportés. La Société respectait toutes les clauses de son Entente de crédit amendée.

La Société détenait 39,7 M\$ en trésorerie et équivalents à la fin du troisième trimestre et la Société a dépassé la demande d'affluence maximale en fonds de roulement pour ses activités associées aux jouets. Historiquement, la Société produit des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation aux quatrième et premier trimestres, en raison de la nature saisonnière de ses livraisons et des paiements des clients dans le secteur des jouets. La direction croit que la Société possède les ressources financières nécessaires pour répondre à ses besoins en fonds de roulement ainsi que pour poursuivre en 2009 son Programme d'amélioration de la valeur.



Pour en savoir plus sur la situation financière de la Société, se reporter aux tableaux « Données tirées du bilan » et « Obligations contractuelles » dans le rapport de gestion de l'exercice terminé le 31 décembre 2007.

Perspectives

En raison de plusieurs éléments, dont la détérioration rapide de la conjoncture économique au troisième trimestre, le déclin des dépenses des consommateurs des États-Unis et la demande faiblissante de ses marchés internationaux, la gestion circonspecte des stocks adoptée par les détaillants et la demande plus faible que prévue pour certaines catégories de produits, la Société ne prévoit pas atteindre ses objectifs internes de produits d'exploitation pour 2008. Malgré la mise en œuvre de plusieurs mesures dans le cadre de son plan d'accroissement de la valeur (PAV) qui livrent des premiers résultats positifs, la Société n'atteindra pas non plus ses objectifs de marge bénéficiaire brute pour 2008 en raison des coûts plus élevés que prévus de certains intrants clés, dont la résine de plastique et la pression croissante sur les coûts qui s'exerce en Chine. Selon le consensus qui se dégage des prévisions d'une récession aux États-Unis et de faiblesse dans plusieurs marchés internationaux au moins pour la première moitié de la prochaine année, la Société retire également ses prévisions d'un BAIIA de 105 à 155 M\$ en 2009, annoncée lors de la Journée des investisseurs en décembre 2007. Pour l'avenir, la Société adoptera des mesures additionnelles en vue d'améliorer l'efficacité de sa chaîne d'approvisionnement mondiale et sa position concurrentielle, allant au-delà de celles prévues dans son PAV. La Société maintiendra également l'importance qu'elle accorde à l'innovation afin de renforcer sa réputation de partenaire apprécié des clients du secteur du détail et de marque de confiance auprès des consommateurs.

Résultat étendu et cumul des autres éléments du résultat étendu

Le 1^{er} janvier 2007, la Société a adopté de façon prospective de nouvelles normes comptables concernant le résultat étendu. Les états financiers consolidés comprennent un état consolidé du résultat étendu, et le cumul des autres éléments du résultat étendu est présenté sous une rubrique distincte des capitaux propres, au bilan consolidé. L'état consolidé du résultat étendu présente le résultat net ainsi que les « autres éléments du résultat étendu » qui reflètent la variation de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts sur les bénéfices y afférents. Le cumul des autres éléments du résultat étendu reflète la juste valeur des swaps de taux d'intérêt, déduction faite des impôts sur les bénéfices y afférents jusqu'à la date de constatation de son inefficacité.

Nouvelles conventions comptables

Les états financiers consolidés non vérifiés de la Société ont été préparés en accord avec les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »), en utilisant les mêmes principes et méthodes comptables employés dans la préparation des états financiers consolidés annuels vérifiés de la Société pour 2007, tels que décrits ici-bas. Consulter les notes afférentes aux états financiers consolidés annuels vérifiés de 2007 de la Société pour avoir plus de renseignements sur les principes comptables importants utilisés dans la préparation des états financiers.

Estimations comptables critiques

Les estimations comptables critiques sont celles qui sont les plus importantes dans la représentation réelle de la situation financière de la Société et des résultats de son exploitation. Elles exigent de la Société ses jugements les plus difficiles, subjectifs ou complexes, souvent en raison de la nécessité de produire des évaluations des effets que sont susceptibles de produire des événements qui, de façon inhérente, sont marqués par l'incertitude. Les résultats réels pourraient différer de ces évaluations selon différentes hypothèses ou conditions.

Veillez consulter la section *Dépréciation des écarts d'acquisition et autres actifs* du présent rapport de gestion pour une mise à jour sur les écarts d'acquisition et autres actifs de la Société.

Il n'est survenu aucune modification importante des estimations comptables critiques de MEGA Brands en comparaison de celles déclarées dans le rapport de gestion 2007 de MEGA Brands daté du 30 mars 2008.

Frais de financement reportés

La Société a choisi de comptabiliser les coûts de transaction liés à l'émission d'instruments financiers en réduction de la valeur comptable des instruments financiers connexes.



Instruments financiers dérivés

Déclarations relatives à la gestion des risques

La Société est exposée à des risques d'importance diverse qui pourraient affecter sa capacité de réaliser ses objectifs stratégiques de croissance. Le processus de gestion des risques de la Société a pour principal objectif d'assurer que les risques soient correctement identifiés et que l'apport en capital soit adéquat à l'égard de ces risques. Les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée sont décrits ici-bas.

Par risques d'illiquidité, on entend les risques associés au fait que la Société ne serait pas en mesure de respecter ses obligations financières au moment où elles deviennent exigibles ou qu'elle ne pourrait le faire qu'à un coût excessif. La Société gère ce risque en maintenant des prévisions détaillées de la trésorerie, ainsi que des plans stratégiques et d'exploitation à long terme. La gestion de la trésorerie consolidée exige un suivi constant des encaissements et des déboursés, réalisé par la prévision détaillée de la situation de trésorerie consolidée de la Société, permettant d'assurer une utilisation adéquate et efficiente de sa trésorerie. La disposition suffisante de trésorerie est évaluée à la lumière des besoins saisonniers et du profil des échéances de la dette. Pour les prochains trimestres, notre Entente de crédit impose des restrictions à l'égard des emprunts sur notre facilité de crédit renouvelable. La Société est toujours à l'affût d'occasions de financement qui lui permettraient d'optimiser sa structure financière et de maintenir la souplesse financière appropriée.

Les échéances contractuelles sur les passifs financiers étaient les suivantes au 30 septembre 2008 :

	Obligations contractuelles	Moins d'un an	Entre un et cinq ans	Plus de cinq ans
	\$	\$	\$	\$
Créditeurs et charges à payer	97 507	97 507	-	-
Facilité de crédit renouvelable	96 000	-	96 000	-
Emprunts à terme A et B	255 400	5 800	249 600	-
Débetures convertibles	70 761	-	70 761	-
Obligations locatives	492	287	305	-
Swap de taux d'intérêts	4 901	-	4 901	-
	525 061	103 594	421 567	-

Gestion des risques associés aux devises étrangères

La Société est exposée à des risques de marché imputables aux fluctuations des taux de change, principalement aux fluctuations de la valeur du dollar américain par rapport aux autres monnaies comme le dollar canadien, l'euro, la livre sterling, le peso mexicain et le dollar australien. Notre politique consiste à stabiliser le bénéfice en limitant notre exposition aux fluctuations du change, principalement grâce à l'utilisation de contrats de change à terme. Notre approche de gestion du risque consiste à mettre en place des mécanismes de couverture pour une période maximale de 24 mois. Notre politique de couverture interdit catégoriquement les opérations de change spéculatives et non autorisées. En matière de contrat de change à terme, nous traitons uniquement avec des institutions financières bien établies.

Le tableau suivant illustre la sensibilité des résultats de la Société à une hausse de 10 % du dollar canadien, de l'euro et de la livre sterling selon laquelle la direction croit être raisonnablement réalisable, sur les résultats libellés en dollar américain. L'analyse de sensibilité tient compte des éléments monétaires libellés en monnaies étrangères et ajuste leur conversion en fin de période pour tenir compte d'une modification de 10 % des taux de change des monnaies étrangères.

Monnaie	Incidence sur les résultats
(en milliers de dollars US)	\$
Dollar CA	(859)
Euro	534
Livre Sterling	1 562



Le tableau suivant présente une information sommaire sur les engagements de la Société au titre des contrats de change au 30 septembre 2008 :

Contrats de change	Notionnel	Taux de change moyen	Date d'échéance	Equivalent du notionnel	Juste valeur marchande
	\$			\$	\$
Vente - Euros contre dollars US	22 300	1,458	Déc. 2009	32 514	1 076
- Livres sterling contre dollars US	3 850	2,0537	Déc. 2009	7 907	1 080
- Dollars US contre livres sterling	200	1,8045	Octobre 2008	361	(5)

Le tableau suivant présente une information sommaire sur les engagements de la Société au titre des contrats de change au 30 septembre 2007 :

Contrats de change	Notionnel	Taux de change moyen	Date d'échéance	Equivalent du notionnel	Juste valeur marchande
	\$			\$	\$
Vente - Euros contre dollars US	7 800	1,3391	Déc. 2008	10 445	(707)
- Livres sterling contre dollars US	2 850	1,9375	Déc. 2008	5 522	(281)

Ces instruments dérivés n'ont pas été désignés comme couvertures aux fins comptables. Le passif ou l'actif connexe figure dans les instruments financiers dérivés, et la perte non réalisée a été inscrite dans le compte de conversion de devises dans l'état consolidé des résultats.

Prix des matières premières

Notre principale matière première, la résine plastique, est assujettie à la volatilité du prix du pétrole brut. Nous ne concluons pas d'opération de couverture pour contrer les fluctuations défavorables du prix. De plus, la capacité de production limitée des fournisseurs et une forte demande ont exercé une pression à la hausse sur le prix de la résine, et il n'y a aucune garantie que cette pression diminuera. Bien que nous ayons réussi à répercuter une partie de cette hausse du prix de la résine aux clients, il n'existe aucune garantie que nous pourrions continuer de le faire, surtout si le prix de la résine augmente substantiellement ou que les hausses de prix se maintiennent au cours d'une longue période. Les prix des autres matières premières peuvent également fluctuer. Les fluctuations défavorables du prix des marchandises pourraient donc compromettre significativement notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Une hausse de 10 % du prix de la résine de plastique aurait eu une incidence de 2,0 M\$ sur la marge brute pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2008.

Risque de la juste valeur lié aux taux d'intérêt

La Société a recours à des swaps de taux d'intérêt afin de convertir certaines dettes à long terme assorties d'un taux d'intérêt variable en dettes à taux d'intérêt fixe, dans le but d'obtenir une répartition appropriée de la dette à taux fixe et de la dette à taux variable. Les swaps de taux d'intérêt impliquent un échange périodique de paiements, sans échange du notionnel sur lequel les paiements sont établis, et ils sont constatés sous forme d'ajustement de la charge d'intérêts sur l'instrument d'emprunt couvert. Le montant à payer aux contreparties, ou à recevoir d'elles, est inscrit sous forme d'ajustement des intérêts courus.

Aux 30 septembre 2008 et 2007, des swaps de taux d'intérêt sur un notionnel de 150 M\$ à un taux fixe de 4,66325 % conclus avec des tiers et échéant en juillet 2012, étaient en vigueur et la juste valeur de ces swaps correspondait à une perte de 4,9 M\$ (gain de 1,0 M\$ en 2007).

Vers la fin du premier trimestre de 2008, la Société a signé le Cinquième amendement à l'Entente de crédit conclue le 26 juillet 2005 apportant certaines modifications aux modalités et conditions de ses Facilités de crédit garanties de premier rang échéant en 2012. Le Cinquième amendement établit le TIOL comme taux d'intérêt variable plancher, rendant inefficace la relation de couverture de ses swaps de taux d'intérêt. La Société amorti la perte sur la période restante de la dette à long terme, liée à la perte sur dérivés de 10,0 M\$ constatée lorsque la comptabilité de couverture était à échéance. Au 30 septembre 2008, la valeur nette de la perte sur dérivés représentait un solde de 8,8 M\$. De plus, toute variation future de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt sera constatée dans les résultats.

Les risques de la Société associés aux taux d'intérêt proviennent d'emprunts à long terme. Les emprunts émis à taux variables exposent la Société au risque des taux d'intérêt sur les flux de trésorerie. Les emprunts émis à taux fixe exposent la Société aux risques de la juste valeur des taux d'intérêt. Considérant l'introduction du TIOL comme taux plancher du Cinquième amendement de l'Entente de crédit, 87,1 % (53,8 % en 2007) de la dette à long terme de la Société est à taux variables.



Au 30 septembre 2008, toutes autres variables demeurant inchangées, une modification de 1 % du TIOL aurait eu une incidence de 0,5 M\$ sur la perte avant impôts sur les bénéfices.

Risque de crédit

Le risque de crédit consiste en une perte imprévue survenant lorsqu'un client ou une tierce partie à un instrument financier fait défaut à ses obligations contractuelles.

La Société réduit ses risques associés à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux instruments financiers dérivés et aux dépôts auprès de banques et institutions financières en traitant avec des institutions financières solvables.

Les débiteurs de la Société sont composés de factures envoyées à des clients, moins les provisions de rétrofacturation associées aux programmes offerts aux clients. Ce risque est réduit par l'analyse de la situation financière de ses clients et par la révision régulière de leurs limites de crédit, ainsi qu'en prenant des mesures d'atténuation du risque de perte par l'obtention d'une assurance crédit. De plus, la Société croit qu'il n'existe pas de concentration particulière de risque de crédit en raison de la diversité géographique de ses clients et des procédures associées à la gestion de ses risques commerciaux.

Nouvelles conventions comptables

Instruments financiers

En décembre 2006, l'Institut Canadien des Comptables Agréés a publié les normes suivantes s'appliquant aux états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2007, soit le chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », et le chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation ». Ces chapitres remplacent le chapitre 3861 du Manuel de l'ICCA. Ils modifient et améliorent les obligations d'information énoncées au chapitre 3861 et en reprennent telles quelles les règles de présentation.

Informations à fournir concernant le capital

En décembre 2006, l'ICCA a publié le chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital ». Ce nouveau chapitre établit les exigences, pour une entité, en matière de communication d'informations sur son capital, dont : l'obligation de fournir des informations qualitatives sur ses objectifs, politiques et procédures de gestion du capital, l'obligation de fournir des informations quantitatives au sujet de ce qu'elle considère être son capital, l'obligation d'indiquer si elle s'est conformée aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise en vertu des règles extérieures et, dans la négative, les conséquences de cette inapplication. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2007.

Les informations additionnelles sur le capital, exigences requises découlant de ces nouvelles normes, ont été incluses dans les notes 4 et 9 des états financiers intermédiaires.

Stocks

En juin 2007, l'ICCA a publié le chapitre 3031, « Stocks », qui remplace le chapitre 3030. Ce nouveau chapitre établit des normes pour l'évaluation des stocks et la communication d'informations à leur sujet et s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008. En date du 30 septembre 2008, l'adoption de ce chapitre n'a pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

Incidence des prises de position en comptabilité non encore adoptées

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

En février 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064, « Écart d'acquisition et actifs incorporels ». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation et d'informations à fournir applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels, et il s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. La Société évalue actuellement l'incidence qu'auront ces prises de position en comptabilité sur ses états financiers consolidés.

Fondements conceptuels des états financiers

En février 2008, l'ICCA a modifié le chapitre 1000 de son Manuel, « Fondements conceptuels des états financiers », afin de clarifier les critères de comptabilisation d'un actif et la détermination du moment propice pour la comptabilisation d'une charge. Les nouvelles exigences sont applicables aux états financiers intermédiaires et annuels pour les exercices financiers débutant le 1^{er} octobre 2008 ou après. La Société appliquera les modifications apportées au chapitre 1000 au début de son exercice financier 2009. L'application des modifications apportées au chapitre 1000 n'auront pas d'incidence sur les résultats d'exploitation, la situation financière ou les informations à fournir de la Société puisque les modifications ne font que clarifier l'application du chapitre 1000.



Risques et incertitudes

La Société est exposée à de multiples risques et incertitudes dans l'exercice de ses activités. Les risques et incertitudes susceptibles d'influer de façon importante sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société sont exposés sous la rubrique « Risques et incertitudes » de son rapport de gestion pour l'exercice 2007, et intégrés aux présentes par renvoi. Les changements survenus par rapport aux risques et incertitudes décrits dans le rapport de gestion de 2007 sont exposés ci-après.

La Société croit que les fonds disponibles, dont les liquidités qui devraient être générées par l'exploitation et les fonds disponibles en vertu des lignes de crédit disponibles, seront suffisants à ses besoins en fonds de roulement pour le reste de l'exercice 2008. La crise financière mondiale, le resserrement croissant du crédit, le ralentissement économique et la baisse de la note accordée à la Société par les agences de notation pourraient affecter la capacité de financement de la Société et sa capacité de répondre à ses besoins en fonds de roulement au cours de l'exercice 2009.

Le 18 août 2008, la Société a signé une sixième entente de modification (le « Sixième amendement ») à son entente de crédit datée du 26 juillet 2005, apportant certains changements aux conditions de ses facilités de crédit garanties de premier rang qui viennent à échéance en 2012, dont la renonciation à un engagement relatif au ratio de BAIIA minimal cumulatif pour la période terminée le 30 juin 2008. De plus, le Sixième amendement introduit une nouvelle définition du calcul du BAIIA permettant de réintégrer certains éléments non récurrents et hors trésorerie. L'engagement comprend un BAIIA minimum à la fin de chaque trimestre, jusqu'au 30 juin 2010 inclusivement. À cette date, les engagements plus restrictifs existants auparavant reprendront effet. La facilité de crédit renouvelable a été réduite à 100 M\$. À la lumière des attentes actuelles, la direction croit qu'elle pourra répondre à ces nouveaux engagements. Toutefois, certaines circonstances pourraient sérieusement affecter la situation financière de la Société, ce qui aurait un effet sur sa capacité de respecter ces engagements. En pareille situation, la capacité de la Société de financer ses activités pourrait s'avérer limitée étant donné l'actuelle crise financière mondiale.

Au 12 novembre 2008, les litiges opposant la Société à Lawrence, Jeffrey et Sidney Rosen (les « Rosen »), anciens actionnaires de *MEGA Brands America*, étaient toujours devant la *US District Court* pour le district sud de New York. Les Rosen réclament le paiement du prix d'achat conditionnel tel que défini dans l'entente d'achat d'actions (« l'EAA ») intervenue entre eux et la Société le 26 juillet 2005. La Société a présenté sa défense et des demandes reconventionnelles importantes alléguant, entre autres, que les Rosen ont contrevenu à certaines conditions de l'EAA. La Société avait constitué une réserve au montant de 51,0 M\$ dans ses états financiers consolidés vérifiés de 2005 relativement au prix d'achat conditionnel en attente de la détermination finale du montant à payer, le cas échéant. Au 12 novembre 2008, aucun paiement n'avait été effectué, et la Société maintiendra la réserve jusqu'à l'issue du procès. Au 12 novembre 2008, aucune date n'avait encore été fixée pour le procès. De plus, en 2006, Lawrence et Jeffrey Rosen ont fait une demande d'arbitrage auprès de l'*American Arbitration Association* contre la Société, réclamant des dommages-intérêts pour une prétendue violation, de la part de la Société, de leurs contrats de travail respectifs. L'arbitrage avec Lawrence Rosen s'est réglé moyennant un montant non dévoilé et les procédures d'arbitrage avec Jeffrey Rosen dont les audiences ont débuté en septembre 2008 suivent leurs cours normal.

Le 10 septembre 2008, Larry Rosen a déposé une requête auprès de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario pour obtenir la permission d'entamer des procédures, au nom de la Société, relatives à des allégations de délits d'initiés par certains dirigeants de *MEGA Brands* en 2005 et 2006. Un comité spécial indépendant du conseil d'administration de la Société a conclu qu'aucune action ne devait être entreprise en réponse à ces allégations. En se fondant sur le rapport de conseillers juridiques indépendants ayant réalisé une enquête complète et exhaustive des allégations de M. Rosen, la Société croit que cette requête n'a aucun fondement et elle entend la contester avec vigueur. La Société attend actuellement que M. Rosen dépose une déclaration sous serment à l'appui de sa requête avant d'élaborer sa défense.

Au 12 novembre 2008, la Société était défenderesse dans cinq poursuites relatives à la responsabilité du fait du produit, trois d'entre elles étant traitées par ses assureurs. La Société est également au courant d'au moins dix-neuf autres incidents, dont certains alléguant que des enfants ont dû subir des interventions chirurgicales à la suite de l'ingestion de plusieurs aimants. La Société n'a été avisée d'aucune autre réclamation du fait du produit ou poursuites associées à *MAGNETIX* depuis le dépôt, le 30 mars 2008, de son rapport de gestion pour l'exercice 2007.

Le 14 avril, la Société a été avisée par la *U.S. Consumer Products Safety Commission* (la « CPSC ») de son intention d'imposer une pénalité civile pour le manquement allégué de la Société à ses obligations de divulgation en vertu de la *US Consumer Protection Safety Act* à l'égard des incidents impliquant les jouets *MAGNETIX* de la Société qui ont fait l'objet des rappels volontaires de mars 2006 et d'avril 2007. La CPSC n'a pas précisé le montant de la pénalité qu'elle entend exiger, ni le moment de son imposition. La Société ne peut évaluer avec certitude l'issue de cet avis.



Un recours collectif a été déposé dans le District du New Jersey le 8 avril 2008 contre *MEGA Brands Inc.* et *MEGA Brands America, Inc.* Le recours collectif est dirigé par un résident de la Californie au nom des personnes ayant acheté ou reçu en cadeau aux États-Unis des jouets magnétiques faisant l'objet des rappels de produits annoncés par la Société en mars 2006, en avril 2007 et en mars 2008. La Société croit que le recours est sans fondement et elle entend le contester avec vigueur. Malgré cela, elle ne peut évaluer avec certitude l'issue de ce recours.

Il n'existe aucune certitude à l'effet que d'autres incidents, poursuites ou réclamations ne puissent survenir, ou que des enquêtes additionnelles entreprises par la CPSC ou d'autres organismes réglementaires à l'égard des produits *MAGNETIX* ou autres, n'auront pas lieu à l'avenir ou ne résulteront pas en de nouveaux rappels de produits.

Mise en œuvre des normes internationales d'information financière (« IFRS »)

Nous étudions actuellement l'incidence et les effets potentiels associés à la préparation de nos états financiers consolidés en accord avec les normes internationales d'information financière (« IFRS ») puisque le Conseil des normes comptables de l'Institut Canadien des comptables agréés a confirmé que les IFRS remplaceront les normes et les interprétations canadiennes actuelles pour devenir les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR ») des sociétés ouvertes. L'adoption des IFRS aura une incidence sur nos états financiers consolidés déclarés de même que sur une large gamme d'éléments d'exploitation et de mesures internes du rendement pour l'exercice 2011.

Au 30 septembre 2008, nous avons affecté une équipe à la réalisation d'un diagnostic comptable général et à l'identification des différences entre les IFRS et les politiques et procédures comptables actuellement adoptées par MEGA Brands.

Nous continuerons de mettre à jour régulièrement l'information publique sur l'état de notre plan d'application.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction de la Société, avec la participation du président et chef de la direction et du premier vice-président et chef de la direction financière, a conçu des contrôles internes à l'égard de l'information financière afin de donner l'assurance raisonnable que l'information financière et la préparation des états financiers respecte les principes comptables généralement reconnus au Canada (« PCGR »). Au 12 novembre 2008, aucune modification des contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière n'était survenue au cours de la dernière période intermédiaire qui a affecté de façon importante, ou qui pourrait raisonnablement affecter de façon importante, le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière.

Renseignements supplémentaires

Le présent rapport de gestion est daté du 12 novembre 2008. D'autres renseignements sur *MEGA Brands*, y compris sa notice annuelle, sont disponibles, sur le site de SEDAR, à www.sedar.com.



États consolidés des résultats

(en milliers de dollars US, sauf les données par action)
(non vérifiés)

	Trimestres terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2008	2007	2008	2007
	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires net (note 10)	160 860	184 105	346 637	395 697
Coût des produits vendus (note 10)	101 992	148 279	225 211	303 230
Marge brute	58 868	35 826	121 426	92 467
Frais de marketing et de publicité	4 648	4 794	13 893	15 565
Frais de recherches et de développement	4 750	5 379	13 156	17 064
Autres frais de vente, de distribution et d'administration	30 751	34 604	84 317	90 902
Programme volontaire de rappel et de remplacement (note 10)	-	-	-	4 700
Frais de litige (note 16)	3 623	2 300	7 076	4 613
Règlement relatif à la responsabilité du fait du produit et frais connexes (note 17)	(9 350)	(2 600)	(9 350)	(3 600)
Dépréciation des écarts d'acquisition et autres actifs (note 12)	150 000	-	150 000	-
Perte (gain) de change	2 204	(3 582)	3 223	(5 040)
Perte d'exploitation	(127 758)	(5 069)	(140 889)	(31 737)
Charge d'intérêts				
Intérêts sur la dette à long terme	9 416	6 727	20 845	19 276
Révision de la juste valeur du swap de taux d'intérêt (note 9)	1 657	-	(3 921)	-
Amortissement des frais de financement reportés	1 201	260	3 015	552
Autres intérêts	307	21	325	(33)
	12 581	7 008	20 264	19 795
Perte avant impôts sur les bénéfices	(140 339)	(12 077)	(161 153)	(51 532)
Impôts sur les bénéfices (note 5)				
Exigibles	(313)	3 244	1 001	1 476
Futurs	(17 886)	(4 293)	(26 794)	(22 032)
	(18 199)	(1 049)	(25 793)	(20 556)
Perte nette	(122 140)	(11 028)	(135 360)	(30 976)
Résultat par action (note 11)				
De base	(3,34)	(0,31)	(3,70)	(0,92)
Dilué ¹⁾	(3,34)	(0,31)	(3,70)	(0,92)

¹⁾ Les calculs pour les débetures convertibles et pour le résultat de base et dilué par action pour les périodes de trois mois et de neuf mois se terminant les 30 septembre 2008 et 2007 sont les mêmes, puisque l'effet dilutif des débetures et des options en cours établi selon la méthode du rachat d'actions sont nuls, étant donné leur effet antidilutif.

États consolidés du déficit

(en milliers de dollars US)

(non vérifiés)

	Trimestres terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2008	2007	2008	2007
	\$	\$	\$	\$
Bénéfices non répartis (déficit) de la période	(97 720)	(7 312)	(84 500)	12 636
Perte nette	(122 140)	(11 028)	(135 360)	(30 976)
Déficit à la fin de la période	(219 860)	(18 340)	(219 860)	(18 340)

États consolidés du résultat étendu et du cumul des autres éléments du résultat étendu (perte)

(en milliers de dollars US)

(non vérifiés)

	Trimestres terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2008	2007	2008	2007
	\$	\$	\$	\$
Perte nette au début de la période	(122 140)	(11 028)	(135 360)	(30 976)
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices				
Gain (perte) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	356	(2 583)	(3 196)	(1 184)
Résultat étendu	(121 784)	(13 611)	(138 556)	(32 160)
Cumul des autres éléments du résultat étendu				
Solde au début de la période	(5 817)	3 150	(2 265)	-
Incidence de l'adoption de la nouvelle convention comptable relative aux instruments financiers, déduction faite des impôts sur les bénéfices	-	-	-	1 751
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices	356	(2 583)	(3 196)	(1 184)
Solde à la fin de la période	(5 461)	567	(5 461)	567

Bilans consolidés

(en milliers de dollars US)

	30 septembre 2008 (non vérifiés)	31 décembre 2007 (vérifiés)	30 septembre 2007 (non vérifiés)
	\$	\$	\$
Actif			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	39 664	8 505	8 928
Débiteurs	173 289	125 784	163 946
Stocks	108 135	91 681	119 971
Impôts sur les bénéfices	8 869	8 219	8 965
Impôts futurs	4 843	4 286	14 911
Instruments financiers dérivés	1 599	306	-
Charges payées d'avance	21 072	19 650	15 702
	357 471	258 431	332 423
Immobilisations corporelles	40 860	42 620	48 316
Actifs incorporels	74 108	74 606	78 967
Écarts d'acquisition nets (note 12)	149 539	298 938	301 988
Instruments financiers dérivés	552	-	916
Impôts futurs	48 708	35 119	49 258
	671 238	709 714	811 868
Passif			
Passifs à court terme			
Créditeurs et charges à payer	97 507	136 592	105 991
Contrepartie additionnelle à payer au titre d'un regroupement d'entreprises (notes 13 et 16)	54 775	54 775	57 825
Instruments financiers dérivés	-	-	988
Tranche à court terme de la dette à long terme	2 885	8 303	8 495
	155 167	199 670	173 299
Dette à long terme (note 9)	392 269	252 441	313 064
Instruments financiers dérivés	4 901	3 659	-
Impôts futurs	16 401	31 550	34 121
	568 738	487 320	520 484
Capitaux propres			
Capital-actions (note 4)	308 677	308 601	308 598
Surplus d'apport	558	558	559
Composante de capitaux propres pour débetures convertibles (note 9)	18 586	-	-
Déficit	(219 860)	(84 500)	(18 340)
Cumul des autres éléments du résultat étendu déduction faite des impôts sur les bénéfices	(5 461)	(2 265)	567
	102 500	222 394	291 384
	671 238	709 714	811 868

États consolidés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars US)

(non vérifiés)

	Trimestres terminés les		Neuf mois terminés les	
	30 septembre		30 septembre	
	2008	2007	2008	2007
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Perte nette	(122 140)	(11 028)	(135 360)	(30 976)
Éléments sans effet sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie				
Amortissement des immobilisations corporelles	3 754	3 568	11 214	9 977
Amortissement des actifs incorporels	166	182	498	550
Régimes de rémunération à base d'actions	(113)	157	(745)	57
Impôts futurs	(17 886)	(4 293)	(26 794)	(22 032)
Dépréciation des écarts d'acquisition et autres actifs (note 12)	150 000	-	150 000	-
Gain à la cession d'immobilisation corporelle	-	(20)	-	(260)
Perte (gain) de change	(148)	(678)	742	(295)
	13 633	(12 112)	(445)	(42 979)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation (note 14)	(63 199)	970	(106 443)	(31 245)
	(49 566)	(11 142)	(106 888)	(74 224)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Remboursement de la dette à long terme	(2 344)	(2 414)	(7 009)	(7 133)
Variation de la facilité de crédit renouvelable	19 000	(48 400)	94 000	20 600
Émission de débentures convertibles	69 934	-	69 934	-
Amortissement des frais de financement reportés	1 200	260	3 015	552
Amortissement du résultat étendu sur les swaps de taux d'intérêts	576	-	1 151	-
Perte latente (profit) sur les instruments financiers dérivés liés aux swaps de taux d'intérêts	1 082	-	(5 071)	-
Frais d'émission de débentures convertibles	(1 051)	-	(1 051)	-
Augmentation des frais de financement reportés	(4 898)	-	(7 564)	-
Émission d'actions	-	70 519	76	71 293
	83 499	19 965	147 481	85 312
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 396)	(3 681)	(8 833)	(15 457)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	-	-	-	798
Regroupements d'entreprises (note 13)	(601)	(817)	(601)	(1 159)
	(1 997)	(4 498)	(9 434)	(15 818)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31 936	4 325	31 159	(4 730)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	7 728	4 603	8 505	13 658
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	39 664	8 928	39 664	8 928
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie				
Intérêts payés	8 096	6 570	16 327	19 101
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés)	(135)	1 300	2 418	(794)
Éléments sans incidence sur la trésorerie				
Immobilisations corporelles détenues en vertu de contrats de location-acquisition	-	-	622	-

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Pour les trimestres et les neuf mois terminés les 30 septembre 2008 et 2007
(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars US, à l'exception des données par action)
(non vérifiés)

1. Nature des activités

La Société conçoit, fabrique et commercialise une vaste gamme de jouets, de papeterie et de jeux d'activités. Elle vend et distribue ses produits dans plus d'une centaine de pays sous les marques *MEGA BLOKS*, *ROSE ART*, *MAGNETIX* et *BOARD DUDES*.

2. Périmètre de consolidation et principales conventions comptables

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars américains, monnaie fonctionnelle de la Société, et ont été dressés selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation et conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Cela exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes afférentes. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les états financiers consolidés non vérifiés ont été dressés conformément aux PCGR sur la même base que ceux suivis dans les états financiers consolidés datés du 31 décembre 2007, à l'exception des nouvelles conventions comptables mentionnées ci-après. Cependant, les états financiers n'incluent pas toutes les informations à fournir selon les PCGR pour la présentation des états financiers annuels et doivent donc être lus à la lumière des états financiers consolidés vérifiés de fin d'exercice de la Société ainsi que des notes afférentes.

Utilisations d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux PCGR amène la direction à faire des estimations et à formuler des hypothèses qui ont une incidence sur le montant des actifs et des passifs présentés à la date des états financiers ainsi que sur le montant des produits et des charges constatés pour la période. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les estimations les plus importantes de la direction portent sur la provision pour la gamme de produits *MAGNETIX*, l'évaluation des stocks, l'évaluation de la provision pour créances irrécouvrables, les impôts sur les bénéfices futurs, les actifs incorporels, les écarts d'acquisition, et diverses provisions dont les provisions au titre des frais d'intégration, de la responsabilité civile et des impôts sur les bénéfices.

Constatation des produits

Les produits sont constatés si i) une preuve convaincante d'un accord existe, ii) les marchandises ont été livrées aux clients et que ceux-ci en ont pris possession et en ont assumé le risque de perte, iii) le recouvrement de la créance est probable, et iv) le prix de vente est déterminé ou déterminable. Les provisions pour rabais et incitatifs accordés aux clients ainsi que les provisions pour produits défectueux sont comptabilisées au moment où les produits correspondants sont constatés.

Rabais du fournisseur

La contrepartie en trésorerie reçue d'un fournisseur est réputée constituer une réduction du prix des produits ou des services du fournisseur et doit en conséquence être comptabilisée en réduction du coût des produits vendus et des stocks connexes dans l'état consolidé des résultats et le bilan consolidé de la Société.

Autoassurance

La Société est autoassurée principalement à l'égard des produits *MAGNETIX* fabriqués avant le 1^{er} mai 2006. Les provisions techniques au titre de cette autoassurance sont établies par la direction, qui se fonde sur les sinistres rapportés et sur une estimation des sinistres survenus mais non encore rapportés. Ces provisions ne sont pas actualisées.

Conversion des devises

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises autres que le dollar américain (monnaies étrangères) et les actifs et passifs monétaires des filiales étrangères intégrées sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les éléments non monétaires du bilan libellés en monnaies étrangères et les éléments non monétaires du bilan des filiales étrangères intégrées sont convertis au taux de change en vigueur à la date des opérations. Les produits et les charges liés aux opérations conclues en monnaies étrangères et ceux des filiales étrangères intégrées sont convertis en dollars américains aux taux moyens des périodes respectives. Les gains ou les pertes de change sont portés aux résultats consolidés.



Tous les gains et pertes de change non réalisés sur des actifs et des passifs libellés en monnaies étrangères sont portés aux résultats de l'exercice.

Frais de financement reportés

La Société a choisi de comptabiliser les coûts de transaction liés à l'émission d'instruments financiers en réduction de la valeur comptable des instruments financiers connexes.

3. Nouvelles conventions comptables

Instruments financiers

En décembre 2006, l'Institut Canadien des Comptables Agréés a publié les normes suivantes s'appliquant aux états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2007, soit le chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », et le chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation ». Ces chapitres remplacent le chapitre 3861 du Manuel de l'ICCA. Ils modifient et améliorent les obligations d'information énoncées au chapitre 3861 et en reprennent telles quelles les règles de présentation.

Informations à fournir concernant le capital

En décembre 2006, l'ICCA a publié le chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital ». Ce nouveau chapitre établit les exigences, pour une entité, en matière de communication d'informations sur son capital, dont : l'obligation de fournir des informations qualitatives sur ses objectifs, politiques et procédures de gestion du capital, l'obligation de fournir des informations quantitatives au sujet de ce qu'elle considère être son capital, l'obligation d'indiquer si elle s'est conformée aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise en vertu des règles extérieures et, dans la négative, les conséquences de cette inapplication. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2007.

Les informations additionnelles sur le capital, exigences requises découlant de ces nouvelles normes, ont été incluses dans les notes 4 et 9.

Stocks

En juin 2007, l'ICCA a publié le chapitre 3031, « Stocks », qui remplace le chapitre 3030. Ce nouveau chapitre établit des normes pour l'évaluation des stocks et la communication d'informations à leur sujet et s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008. Au 30 septembre 2008, l'adoption de ce nouveau chapitre n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés.

Incidence des prises de position en comptabilité non encore adoptées

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

En février 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064, « Écart d'acquisition et actifs incorporels ». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation et d'informations à fournir applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels, et il s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. La Société évalue actuellement l'incidence qu'auront ces prises de position en comptabilité sur ses états financiers consolidés.

Fondements conceptuels des états financiers

En février 2008, l'ICCA a modifié le chapitre 1000 de son Manuel, « Fondements conceptuels des états financiers », afin de clarifier les critères de comptabilisation d'un actif et la détermination du moment propice pour la comptabilisation d'une charge. Les nouvelles exigences sont applicables aux états financiers intermédiaires et annuels pour les exercices financiers débutant le 1^{er} octobre 2008 ou après. La société appliquera les modifications apportées au chapitre 1000 au début de son exercice financier 2009. L'application des modifications apportées au chapitre 1000 n'auront pas d'incidence sur les résultats d'exploitation, la situation financière ou l'information à fournir de la Société puisque les modifications ne font que clarifier l'application du chapitre 1000.



4. Capital-actions

Gestion du risque lié au capital

Le capital se définit comme la dette à long terme moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les capitaux propres, le surplus d'apport et le déficit.

Le tableau suivant résume certains renseignements sur la structure du capital de la Société à la fin de chaque période :

	30 septembre 2008	31 décembre 2007	30 septembre 2007
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(39 664)	(8 505)	(8 928)
Dette à long terme incluant la tranche à court terme de la dette à long terme	395 154	260 744	321 559
	355 490	252 239	312 631
Capitaux propres excluant les autres éléments du résultat étendu (perte)	107 961	224 659	290 817
Total capital	463 451	476 898	603 448

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont les suivants :

- Préserver la capacité de la Société à poursuivre son exploitation afin d'offrir une plus-value aux actionnaires;
- Conserver une structure du capital optimale afin de réduire le coût du capital;
- Engager des dépenses en immobilisations adéquates afin de protéger l'avantage concurrentiel des activités de la Société.

Le 28 mars 2008, la Société a signé une cinquième entente de modification (le « Cinquième amendement ») à l'entente de crédit conclue le 26 juillet 2005 (l'« Entente de crédit ») apportant certaines modifications aux modalités et conditions de ses facilités de crédit garanties de premier rang (les « Facilités de crédit ») échéant en 2012. Le Cinquième amendement prévoit une renonciation à l'application de la clause portant sur le ratio de la dette à long terme par rapport au BAIIA et sur le ratio de couverture des charges fixes jusqu'au 30 septembre 2008. En outre, aux termes de cette modification, les prêteurs consentent à la vente du secteur Papeterie et de jeux d'activités et renoncent à certains droits des actifs vendus, à la condition que le montant net de la contrepartie reçue serve à proposer des remboursements anticipés aux prêteurs actuels. De plus, le BAIIA se définit maintenant comme suit : bénéfice net plus la charge d'intérêts, l'amortissement et les impôts sur les bénéfices. La Société est soumise à certaines clauses restrictives dont le maintien d'un BAIIA minimal et d'un maximum des emprunts totaux en cours aux termes des facilités de crédit renouvelables à la fin de ses deuxième, troisième et quatrième trimestres de l'exercice 2008. De plus, la Société assure le suivi des clauses restrictives à tous les mois et son conseil d'administration en fait de même sur une base trimestrielle. Pour le deuxième trimestre terminé le 30 juin 2008, la Société n'a pas respecté les exigences minimales de BAIIA relatives au Cinquième amendement à sa facilité de crédit.

Le 18 août 2008, la Société a signé une sixième entente de modification (le « Sixième amendement ») à son entente de crédit datée du 26 juillet 2005, apportant certains changements aux conditions de ses facilités de crédit garanties de premier rang qui viennent à échéance en 2012, dont la dispense d'un engagement relatif au ratio de BAIIA minimal cumulatif pour la période terminée le 30 juin 2008. De plus, le Sixième amendement introduit une nouvelle définition du calcul du BAIIA permettant de réintégrer certains éléments non récurrents et hors trésorerie. L'engagement comprend un BAIIA minimum à la fin de chaque trimestre, jusqu'au 30 juin 2010 inclusivement. À cette date, les engagements plus restrictifs instaurés auparavant rentreront en vigueur. La facilité de crédit renouvelable a été réduite à 100 M\$.

Outre les clauses restrictives associées aux facilités de crédit, la Société n'est assujettie à aucune autre contrainte externe relative à ses besoins en capitaux.

La Société investit normalement entre 15 M\$ et 20 M\$ à chaque année en matériel et outillage afin d'appuyer les nouvelles initiatives associées à la gamme de produits de même que les activités d'exploitation.

Actions en circulation

Au 30 septembre 2008, 36 612 202 actions ordinaires étaient émises et en circulation.



5. Impôts sur les bénéfices

Le taux d'imposition utilisé pour établir la charge d'impôts pour les résultats trimestriels est établi à partir des taux effectifs estimatifs de chaque entité du groupe. Le taux d'imposition effectif tient compte de la structure de la Société en matière d'imposition ainsi que de la structure de financement mise en place dans le cadre de l'acquisition du groupe *MEGA Brands America*.

Les actifs pour impôts futurs sont présentés après déduction d'une provision pour moins-value de 86,2 M\$ (incluant 57,3 M\$ associés à la dépréciation des écarts d'acquisition et autres actifs (Note 12)) au 30 septembre 2008 et de 27,8 M\$ au 31 décembre 2007.

6. Régimes de rémunération à base d'actions

La Société compte deux régimes de rémunération à base d'actions en vertu desquels des options peuvent être attribuées à des dirigeants et à d'autres employés clés de la Société et de ses filiales en vue de l'achat d'actions ordinaires de la Société.

Au 30 septembre 2008, un total de 4 895 588 actions ordinaires demeuraient autorisées en vue d'être émises dans le cadre des régimes de rémunération à base d'actions de la Société. Les options peuvent être exercées pendant une période maximale de dix ans après la date d'attribution. Le droit d'exercer les options s'acquiert sur une période de trois ans d'emploi continu. Toutefois, en cas de changement de contrôle de la Société, les options peuvent être exercées immédiatement. Le nombre d'options est ajusté proportionnellement en fonction des dividendes en actions et des fractionnements d'actions touchant les actions ordinaires de la Société.

Le tableau ci-dessous présente un résumé des options d'achat d'actions en cours pour les neuf mois terminés les 30 septembre en vertu des régimes de rémunération à base d'actions de la Société :

	2008		2007	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
(en dollars CA, à l'exception des données par action)		\$		\$
Options en cours au début de la période	2 583 468	9,02	2 665 606	9,18
Attribuées	-	-	-	-
Exercées	(19 351)	3,85	(77 188)	13,83
Déchues	(21 605)	16,96	(2 200)	20,73
Options en cours à la fin de la période	2 542 512	9,00	2 586 218	9,03
Options pouvant être exercées à la fin de la période	2 542 512	9,00	2 586 218	9,03

La Société comptabilise toutes les rémunérations à base d'actions selon la méthode de la juste valeur. Selon cette méthode, les attributions d'options sont mesurées à la juste valeur à la date de l'attribution. Elles sont ensuite passées en charge et créditées au surplus d'apport sur la période de leur acquisition. Une fois les droits sur les options exercés, ce crédit est reclassé dans le capital-actions.

7. Régime d'unités d'actions

Le régime d'unités d'actions de la Société, entré en vigueur le 24 février 2005, permet au conseil d'administration d'accorder des primes sous forme d'unités d'actions qui sont en fonction du nombre d'années de service et du rendement et qui deviennent acquises au bout de trois ans. Le régime ne crée aucune dilution, et les attributions sont réglées soit en actions, acquises sur le marché secondaire, ou en trésorerie, au gré de la Société.



Le tableau ci-après présente un résumé des unités d'actions en cours aux neuf mois terminés les 30 septembre en vertu du régime d'unités d'actions de la Société :

	2008	2007
Unités en cours au début de la période	486 569	354 984
Attribuées	327 512	136 739
Exercées	(42 258)	(1 010)
Déchues	(91 427)	(4 144)
Unités en cours à la fin de la période	680 396	486 569
Charge de rémunération au titre du régime d'unités d'actions	(874)	(252)
Solde cumulé	192	2 239

8. Régime d'unités d'actions différées

Le 29 mars 2007, la Société a adopté le régime d'unités d'actions différées à l'intention des administrateurs indépendants (le « régime d'unités d'actions différées »). Le régime d'unités d'actions différées vise à faire correspondre les intérêts de ces administrateurs à ceux des actionnaires de la Société. Le régime d'unités d'actions différées est entré en vigueur au premier trimestre de l'exercice 2007.

Aux termes du régime d'unités d'actions différées, chaque administrateur indépendant peut recevoir, sous forme régime d'unités d'actions différées, jusqu'à 100 % du montant de sa rémunération forfaitaire annuelle. Ce montant lui est versé trimestriellement. Aux termes du régime d'unités d'actions différées, en date du dernier jour de chacun des trimestres d'un exercice financier de Société, la Société crédite à l'administrateur indépendant un nombre d'unités d'actions différées établi selon le montant de la rémunération différée payable à cet administrateur pour le trimestre en question, divisé par la valeur d'une unité d'action différée, qui est le cours moyen pondéré des actions ordinaires à la TSX pendant les trois jours de bourse précédant le dernier jour de chacun des trimestres d'un exercice financier de la Société. Nonobstant le choix fait par un administrateur, si celui-ci ne se conforme pas à la Politique en matière d'actionariat le jour où lui sont créditées les unités d'actions différées, 50 % de sa rémunération forfaitaire annuelle de base (ou tout autre montant inférieur permettant à l'administrateur de se conformer à la Politique en matière d'actionariat) lui sera versé sous forme d'unités d'actions différées. Les unités d'actions différées attribuées aux termes du régime d'unités d'actions différées seront rachetables et leur valeur ne sera payable qu'une fois que l'administrateur de la Société aura cessé d'agir à ce titre.

Le tableau suivant présente une information sommaire du régime d'unités d'actions différées pour les neuf mois terminés les 30 septembre, en vertu de ce régime de la Société :

	2008	2007
Unités différées en cours au début de la période	24 993	-
Attribuées	58 638	14 503
Exercées	(11 268)	-
Déchues	-	-
Unités différées en cours à la fin de la période	72 363	14 503

9. Instruments financiers

Déclarations relatives à la gestion des risques

La Société est exposée à des risques d'importance diverse qui pourraient affecter sa capacité de réaliser ses objectifs stratégiques de croissance. Le processus de gestion des risques de la Société a pour principal objectif d'assurer que les risques soient correctement identifiés et que l'apport en capital soit adéquat à l'égard de ces risques. Les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée sont décrits ici-bas.

Risques d'illiquidité

Par risques d'illiquidité, on entend les risques associés au fait que la Société ne serait pas en mesure de respecter ses obligations financières au moment où elles deviennent exigibles ou qu'elle ne pourrait le faire qu'à un coût excessif. La Société gère ce risque en maintenant des prévisions détaillées de la trésorerie, ainsi que des plans stratégiques et d'exploitation à long terme. La gestion de la trésorerie consolidée exige un suivi constant des encaissements et des déboursés, réalisé par la prévision détaillée de la situation de trésorerie consolidée de la Société, permettant d'assurer une utilisation adéquate et efficiente de sa trésorerie. La disposition suffisante de trésorerie est évaluée à la lumière des besoins saisonniers et du profil des échéances de la dette. Pour les prochains trimestres, notre Entente de crédit impose des restrictions à l'égard des emprunts sur notre facilité de crédit renouvelable. La Société est toujours à l'affût d'occasions de financement qui lui permettraient d'optimiser sa structure financière et de maintenir la souplesse financière appropriée.



Le 18 août 2008, la Société a annoncé la clôture d'une offre de placement privé de débetures convertibles non garanties de premier rang pour un produit total de 75 M\$ CA. Le produit de l'offre sera affecté au fonds de roulement et aux fins générales de l'entreprise. Les débetures, venant à échéance le 31 août 2013, portent intérêt au taux de 8 % payable semestriellement à terme échu et elles sont converties, au choix du détenteur, à tout moment avant leur échéance à un prix d'environ 3,19 \$ CA par action ordinaire, sous réserve des ajustements antidilutions habituels. Les débetures sont convertibles en 23 512 500 actions ordinaires, représentant 39 % des actions ordinaires de la Société, après conversion. Les débetures ont été émises à *Fairfax Financial Holdings Ltd.*, *Chiefswood Holdings Limited*, *The Owners Fund* et Victor J. Bertrand Sr., le fondateur et président du conseil de la Société, *Fairfax* investissant 64 M\$ CA et M. Bertrand 7 M\$ CA dans le cadre de l'offre. Ce financement a été entrepris par la Société en considération de ses alternatives stratégiques, dont la vente des activités de la catégorie Papeterie et jeux d'activités. Le financement a été approuvé par la Bourse de Toronto et a nécessité certaines modifications aux facilités de crédit de la Société, acceptées par les prêteurs.

Les débetures convertibles ont été comptabilisées entre la dette à long terme et la composante de capitaux propres des débetures convertibles, en utilisant le modèle d'établissement du prix des options Black-Scholes, selon les hypothèses suivantes :

	2008
Taux d'intérêt hors risque	3%
Date d'échéance	August 31, 2013
Volatilité historique	40%
Dividendes prévus	0%

Les échéances contractuelles sur les passifs financiers étaient les suivantes au 30 septembre 2008 :

	Obligations contractuelles	Flux de trésorerie contractuel	Moins d'un an	Entre un et cinq ans	Plus de cinq ans
	\$	\$	\$	\$	\$
Créditeurs et charges à payer	97 507	97 507	97 507	-	-
Facilité de crédit renouvelable	96 000	125 107	7 277	117 830	-
Emprunts à terme A et B	255 400	343 144	27 875	315 269	-
Débetures convertibles	51 348	97 580	5 455	92 125	-
Obligations locatives	592	642	327	314	-
Swap de taux d'intérêts	4 901	15 994	2 773	13 221	-
	505 748	679 974	141 214	538 759	-

Gestion des risques associés aux devises étrangères

La Société est exposée à des risques de marché imputables aux fluctuations des taux de change, principalement aux fluctuations de la valeur du dollar américain par rapport aux autres monnaies comme le dollar canadien, l'euro, la livre sterling, le peso mexicain et le dollar australien. Notre politique consiste à stabiliser le bénéfice en limitant notre exposition aux fluctuations du change, principalement grâce à l'utilisation de contrats de change à terme. Notre approche de gestion du risque consiste à mettre en place des mécanismes de couverture pour une période maximale de 24 mois. Notre politique de couverture interdit catégoriquement les opérations de change spéculatives et non autorisées. En matière de contrat de change à terme, nous traitons uniquement avec des institutions financières bien établies.

Le tableau suivant illustre la sensibilité des résultats de la Société à une hausse de 10 % du dollar canadien, de l'euro et de la livre sterling sur les résultats libellés en dollar américain. L'analyse de sensibilité tient compte des éléments monétaires libellés en monnaies étrangères et ajuste leur conversion en fin de période pour tenir compte d'une modification de 10 % des taux de change des monnaies étrangères.

Monnaie	Incidence sur les résultats
(en milliers de dollars US)	\$
Dollar CA	(859)
Euro	534
Livre Sterling	1 562

Le tableau suivant présente une information sommaire sur les engagements de la Société au titre des contrats de change au 30 septembre 2008 :

Contrats de change	Notionnel	Taux de change moyen	Date d'échéance	Equivalent du notionnel	Juste valeur marchande
	\$			\$	\$
Vente - Euros contre dollars US	22 300	1,458	Déc. 2009	32 514	1 076
- Livres sterling contre dollars US	3 850	2,0537	Déc. 2009	7 907	1 080
- Dollars US contre livres sterling	200	1,8045	Octobre 2008	361	(5)

Le tableau suivant présente une information sommaire sur les engagements de la Société au titre des contrats de change au 30 septembre 2007 :

Contrats de change	Notionnel	Taux de change moyen	Date d'échéance	Equivalent du notionnel	Juste valeur marchande
	\$			\$	\$
Vente - Euros contre dollars US	7 800	1,3391	Déc. 2008	10 445	(707)
- Livres sterling contre dollars US	2 850	1,9375	Déc. 2008	5 522	(281)

Ces instruments dérivés n'ont pas été désignés comme couvertures aux fins comptables. Le passif ou l'actif connexe figure dans les instruments financiers dérivés, et la perte non réalisée a été inscrite dans le compte de conversion de devises dans l'état consolidé des résultats.

Prix des matières premières

Notre principale matière première, la résine plastique, est assujettie à la volatilité du prix du pétrole brut. Nous ne concluons pas d'opération de couverture pour contrer les fluctuations défavorables du prix. De plus, la capacité de production limitée des fournisseurs et une forte demande ont exercé une pression à la hausse sur le prix de la résine, et il n'y a aucune garantie que cette pression diminuera. Bien que nous ayons réussi à répercuter une partie de cette hausse du prix de la résine aux clients, il n'existe aucune garantie que nous pourrions continuer de le faire, surtout si le prix de la résine augmente substantiellement ou que les hausses de prix se maintiennent au cours d'une longue période. Les prix des autres matières premières peuvent également fluctuer. Les fluctuations défavorables du prix des marchandises pourraient donc compromettre sérieusement notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Une hausse de 10 % du prix de la résine de plastique aurait eu une incidence de 2,0 M\$ sur la marge brute pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2008.

Risque de la juste valeur lié aux taux d'intérêt

La Société a recours à des swaps de taux d'intérêt afin de convertir certaines dettes à long terme assorties d'un taux d'intérêt variable en dettes à taux d'intérêt fixe, dans le but d'obtenir une répartition appropriée de la dette à taux fixe et de la dette à taux variable. Les swaps de taux d'intérêt impliquent un échange périodique de paiements, sans échange du notionnel sur lequel les paiements sont établis, et ils sont constatés sous forme d'ajustement de la charge d'intérêts sur l'instrument d'emprunt couvert. Le montant à payer aux contreparties, ou à recevoir d'elles, est inscrit sous forme d'ajustement des intérêts courus.

Aux 30 septembre 2008 et 2007, des swaps de taux d'intérêt sur un notionnel de 150 M\$ à un taux fixe de 4,66325 % conclus avec des tiers et échéant en juillet 2012, étaient en vigueur et la juste valeur de ces swaps correspondait à une perte de 4,9 M\$ (gain de 1,0 M\$ en 2007).



Vers la fin du premier trimestre de 2008, la Société a signé le Cinquième amendement à l'Entente de crédit conclue le 26 juillet 2005 y apportant certaines modifications aux modalités et conditions de ses Facilités de crédit garanties de premier rang échéant en 2012. Le Cinquième amendement établit le TIOL comme taux d'intérêt variable plancher, rendant inefficace la relation de couverture de ses swaps de taux d'intérêt. La Société amorti la perte sur la période restante de la dette à long terme, liée à la perte sur dérivés de 10,0M\$, constatée lorsque la comptabilité de couverture était à échéance. Au 30 septembre 2008, la valeur nette de la perte sur dérivés représentait un solde de 8,8 M\$. De plus, toute variation future de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt sera constatée dans les résultats.

Les risques de la Société associés aux taux d'intérêt proviennent d'emprunts à long terme. Les emprunts émis à taux variables exposent la Société au risque des taux d'intérêt sur les flux de trésorerie. Les emprunts émis à taux fixe exposent la Société aux risques de la juste valeur des taux d'intérêt. Considérant l'introduction du TIOL comme taux plancher du Cinquième amendement de l'Entente de crédit, 87,1 % (53,8 % en 2007) de la dette à long terme de la Société est à taux variables.

Au 30 septembre 2008, toutes autres variables demeurant inchangées, une modification de 1 % du TIOL aurait eu une incidence de 0,5 M\$ sur la perte avant impôts sur les bénéfices.

Risque de crédit

Le risque de crédit consiste en une perte imprévue survenant lorsqu'un client ou une tierce partie à un instrument financier fait défaut à ses obligations contractuelles.

La Société réduit ses risques associés à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux instruments financiers dérivés et aux dépôts auprès de banques et institutions financières en traitant avec des institutions financières solvables.

Les débiteurs de la Société sont composés de factures aux clients, moins les provisions de rétrofacturation associées aux programmes offerts aux clients. Ce risque est réduit par l'analyse de la situation financière de ses clients et par la révision régulière de leurs limites de crédit, ainsi qu'en prenant des mesures d'atténuation du risque de perte par l'obtention d'une assurance crédit. De plus, la Société croit qu'il n'existe pas de concentration particulière de risque de crédit en raison de la diversité géographique de ses clients et des procédures associées à la gestion de ses risques commerciaux.

10. Rappel volontaire de produits et autres charges

Période terminée le 30 septembre 2008

À la suite de l'annonce conjointe du 17 mars 2008 avec la *Consumer Products Safety Commission* (« CPSC »), la Société a enregistré des charges relatives à la campagne de rappel élargie de la gamme de produits *MAGNETIX* (*MAGTASTIK* et *MAGNAMAN*). Ces charges ont été comptabilisées dans les résultats au 31 décembre 2007. La Société a comptabilisé des charges de 6,5 M\$ aux résultats au 31 décembre 2007 et a identifié des charges additionnelles de 9,4 M\$ durant l'année 2008. La Société croit que la charge comptabilisée sera suffisante et adéquate pour répondre à ses obligations futures à l'égard de ce rappel élargi de produits *MAGNETIX* et des autres charges pour des radiations de stocks et charges de clients.

Période terminée le 30 septembre 2007

En 2007, la Société a comptabilisé des charges totalisant 35,2 M\$ attribuables au programme de rappel élargi de *MAGNETIX* et à d'autres charges. Ces charges incluent les éléments suivants :

- des charges totalisant 30,5 M\$ ayant une incidence sur la marge brute et incluant la marchandise retournée et les charges afférentes, les frais de manutention et la radiation des stocks;
- des frais attribuables au programme volontaire de rappel et de remplacement de produits estimés à 4,7 M\$, composés de frais de transport et de manutention pour trier les produits chez les détaillants et de frais liés au remplacement des produits pour les consommateurs en vertu du programme de rappel élargi des produits *MAGNETIX*.



11. Résultat par action

Le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action est présenté dans le tableau suivant :

	Trimestres terminés les 30 septembre		Neuf-mois terminés les 30 septembre	
	2008	2007	2008	2007
Numérateur pour le calcul du résultat de base par action ordinaire :				
Perte attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	\$ (122 140)	\$ (11 028)	\$ (135 360)	\$ (30 976)
Dénominateur pour le calcul du résultat de base par action ordinaire :				
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	36 612 602	35 574 486	36 606 452	33 670 899
Résultat de base par action	\$ (3,34)	\$ (0,31)	\$ (3,70)	\$ (0,92)
Numérateur pour le calcul du résultat dilué par action ordinaire :				
Perte attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	\$ (122 140)	\$ (11 028)	\$ (135 360)	\$ (30 976)
Intérêt attribuable aux débetures convertibles après impôts	\$ 732	\$ -	\$ 732	\$ -
	\$ (121 408)	\$ (11 028)	\$ (134 628)	\$ (30 976)
Dénominateur pour le calcul du résultat dilué par action ordinaire :				
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en cours	36 612 202	35 574 486	36 606 452	33 670 899
Majoration pour incidence des options d'achats d'actions	-	1 379 160	-	1 536 587
Majoration pour incidence des débetures convertibles	23 510 972	-	23 510 972	-
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires	60 123 174	36 953 646	60 117 424	35 207 486
Résultat dilué par action¹⁾	\$ (3,34)	\$ (0,31)	\$ (3,70)	\$ (0,92)

¹⁾ Les calculs pour les débetures convertibles et pour le résultat de base et dilué par action pour les périodes de trois mois et de neuf mois se terminant les 30 septembre 2008 et 2007 sont les mêmes, puisque l'effet dilutif des débetures et des options en cours établi selon la méthode du rachat d'actions sont nuls, étant donné leur effet antidilutif.

12. Écarts d'acquisition et autres actifs

La récente détérioration de la conjoncture économique mondiale combinée à la diminution du prix de l'action de la Société ont enclenché la réalisation d'un test intermédiaire de dépréciation des écarts d'acquisition, ainsi qu'une évaluation de la possibilité de récupérer certains actifs de la Société, notamment des actifs à long terme et incorporels. Tel qu'exigé par le chapitre 3062 du manuel de l'ICCA *Écart d'acquisition et autres actifs incorporels*, et en prévision de la réalisation de l'analyse complète de la deuxième étape de l'écart d'acquisition et d'une évaluation de la possibilité de récupérer d'autres actifs en conséquence des changements apportés par la Société à sa chaîne d'approvisionnement mondiale, la Société a comptabilisé une provision préliminaire de 150 M\$ sur la valeur comptable de ces actifs. En évaluant cette provision au 30 septembre 2008, la Société a pris en considération le fait que la dépréciation de l'écart d'acquisition pouvait se situer entre 100 M\$ et 300 M\$. En raison de l'incertitude pesant actuellement sur l'établissement de ces montants, toute la provision a été affectée aux écarts d'acquisition dans les présents états financiers intermédiaires. Avec l'aide d'un évaluateur indépendant, les exigences ultimes de dépréciation et l'allocation finale de tels montants aux actifs sous-jacents, qui pourrait différer de façon importante de la provision décrite plus haut, seront déterminées et comptabilisées au quatrième trimestre.

13. Regroupements d'entreprises

a) Rose Art Industries, Inc.

Le 26 juillet 2005, la Société a conclu l'acquisition de la totalité des actions avec droit de vote de *Rose Art Industries, Inc.*, de *Warren Industries, Inc.* et de leurs filiales (« *MEGA Brands America* »), dont le siège social est situé à Livingston, au New Jersey. *MEGA Brands America* fabrique et commercialise des articles de dessin et de bricolage, des ensembles de jouets de construction magnétiques ainsi que des fournitures scolaires. L'opération a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition.

L'opération prévoyait un paiement conditionnel d'au plus 50 M\$ payable si le bénéfice ajusté avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») de *MEGA Brands America* dépassait 50 M\$ pour l'exercice 2005, sur la base de cinq fois le montant excédentaire. L'entente prévoyait également le paiement d'une contrepartie additionnelle équivalant à 50 % du montant en sus d'un BAIIA ajusté de 60 M\$, de 65 M\$ et de 70 M\$ pour 2005, 2006 et 2007, respectivement.



Au cours du deuxième trimestre de 2006, la ventilation du coût d'acquisition a été achevée, ayant surtout été ajustée au niveau des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, des impôts futurs et des écarts d'acquisition. En 2006, les écarts d'acquisition ont été réduits, après impôts, de 7,2 M\$ pour tenir compte de la diminution de la provision pour frais d'intégration et frais de restructuration et de 7,3 M\$ au titre de la contrepartie additionnelle à payer et d'autres ajustements de la juste valeur des actifs nets acquis.

En 2007, les écarts d'acquisition ont été réduits de 3,1 M\$ pour tenir compte de la diminution d'autres incitatifs à payer.

Aux 30 septembre, la contrepartie additionnelle à payer relativement au regroupement d'entreprises s'établissait comme suit :

	2008	2007
	\$	\$
Coût d'acquisition conditionnel	51 000	51 000
Autres incitatifs	3 775	6 825
	54 775	57 825

b) The Board Dudes, Inc.

Le 24 janvier 2006, la Société a conclu, par l'entremise de sa filiale *MEGA Brands America*, une entente visant l'acquisition de la totalité des actions avec droit de vote de *The Board Dudes, Inc.* (« *Board Dudes* »), société fermée établie à Corona, en Californie. *Board Dudes* conçoit et distribue des tableaux blancs, des tableaux de liège, des tableaux de styromousse, des articles scolaires et des accessoires pour les casiers. Le prix d'achat de 17 M\$, sous réserve de certains ajustements éventuels, a été financé au moyen des facilités de crédit existantes. Au troisième trimestre de 2006, dans le cadre des ajustements, un montant de 1,9 M\$ a été versé à des dirigeants de *Board Dudes*. Une contrepartie éventuelle d'au plus 7 M\$ deviendra payable à des dirigeants vendeurs entre 2006 et 2009, selon l'atteinte de certains objectifs de rendement. Toute contrepartie additionnelle sera portée aux écarts d'acquisition. L'opération a été conclue le 1^{er} février 2006, et les résultats d'exploitation de *Board Dudes* figurent dans l'état consolidé des résultats à compter de cette date.

Le 21 mars 2007, une contrepartie additionnelle de 0,3 M\$ a été constatée au titre des écarts d'acquisition. De plus, le 30 juin 2007, la Société a inscrit une contrepartie additionnelle de 0,8 M\$ relativement au rendement de *Board Dudes* pour 2006.

Avec prise d'effet le 3 janvier 2008, *Board Dudes* et *MEGA Brands America* ont fusionné, et *MEGA Brands America* est l'entité survivante. De plus, le 8 juillet 2008, la Société a payé une contrepartie additionnelle de 0,6 M\$.

L'opération a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. La juste valeur des actifs nets acquis s'établit comme suit aux 30 septembre :

	2008	2007
	\$	\$
Actifs acquis		
Éléments hors trésorerie du fonds de roulement	3 050	3 050
Immobilisations corporelles	98	98
Actifs incorporels	7 990	7 990
Écarts d'acquisition	10 137	9 535
Dette à long terme	(624)	(624)
Actifs hors trésorerie acquis	20 651	20 049
Trésorerie et équivalents de trésorerie	43	43
Actifs nets acquis	20 694	20 092
Contrepartie		
Trésorerie	20 057	19 455
Frais d'acquisition	637	637
	20 694	20 092

14. Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation

	Trimestres terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2008	2007	2008	2007
	\$	\$	\$	\$
Débiteurs	(50 529)	(32 854)	(47 505)	(2 334)
Stocks	4 101	42 595	(16 454)	20 659
Frais payés d'avance	919	(4 196)	(1 422)	(3 677)
Impôts sur les bénéfices	1 033	269	(650)	352
Créditeurs et charges à payer	(14 664)	(6 388)	(38 335)	(47 455)
Contrepartie additionnelle à payer au titre d'un regroupement d'entreprises	-	(817)	-	-
Écart de conversion lié aux éléments du fonds de roulement	(4 059)	2 361	(2 077)	1 210
	(63 199)	970	(106 443)	(31 245)

15. Nature saisonnière des activités

Par le passé, les deux derniers trimestres de l'exercice ont toujours présenté un niveau d'activités plus élevé et produit de meilleurs résultats que les deux premiers trimestres.

16. Éventualités

a) Le 8 mai 2006, Lawrence, Jeffrey et Sidney Rosen (les « Rosen »), anciens actionnaires de *MEGA Brands America*, ont intenté une poursuite contre la Société pour obtenir le paiement de certaines sommes dues aux termes de l'entente d'achat d'actions (« EAA ») intervenue entre eux et la Société le 15 juin 2005. La Société a présenté sa défense et des demandes reconventionnelles alléguant que les Rosen ont contrevenu à certaines conditions de l'EAA et manqué à leurs obligations fiduciaires à l'égard de la Société. La Société a inscrit un montant à payer de 51,0 M\$ dans ses états financiers consolidés de 2005 relativement au prix d'achat conditionnel en attendant l'établissement définitif du montant à payer, le cas échéant. Au 30 septembre 2008, aucun paiement n'avait été effectué et la Société entend maintenir cette provision jusqu'à ce qu'un jugement soit prononcé. D'après l'évaluation effectuée par la direction, aucun prix d'achat conditionnel n'est payable pour le troisième trimestre terminé le 30 septembre 2008.

Le 17 novembre 2006, Lawrence et Jeffrey Rosen ont entamé contre la Société une procédure d'arbitrage auprès de l'*American Arbitration Association* en vue d'obtenir des dommages-intérêts indéterminés pour une prétendue violation de leurs contrats de travail respectifs par la Société. L'arbitrage avec Lawrence Rosen s'est réglé moyennant un montant non dévoilé et les audiences et procédures d'arbitrage avec Jeffrey Rosen, dont l'audition est prévue pour septembre 2008, suivent leurs cours normal.

Le 10 septembre 2008, Larry Rosen a déposé une requête auprès de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario pour obtenir la permission d'entamer des procédures, au nom de la Société, relativement à des allégations de délits d'initiés par certains dirigeants de *MEGA Brands* en 2005 et 2006. Un comité spécial indépendant du conseil d'administration de la Société a conclu qu'aucune action ne devait être entreprise en réponse à ces allégations. En se fondant sur le rapport de conseillers juridiques indépendants ayant réalisé une enquête complète et exhaustive des allégations de M. Rosen, la Société croit que cette requête n'a aucun fondement et elle entend la contester avec vigueur. La Société attend actuellement que M. Rosen dépose une déclaration sous serment à l'appui de sa requête avant d'élaborer sa défense.

Le 31 mars 2006, la Société et la *Consumer Products Safety Commission* des États-Unis (la « CPSC ») ont annoncé conjointement un programme volontaire de rappel et de remplacement des jouets de construction *MAGNETIX* appartenant à des familles ayant des enfants de moins de six ans. Cette mesure a été prise par suite du décès d'un jeune enfant et de blessures à plusieurs enfants résultant de l'ingestion d'aimants. Le 19 avril 2007, la Société a annoncé un programme volontaire de rappel et de remplacement élargi des jouets *MAGNETIX*, conjointement avec la CPSC et dans d'autres territoires où les jouets ont été distribués. Le 17 mars 2008, la Société et la CPSC ont annoncé conjointement une campagne de rappel volontaire globale des figurines *MAGNAMAN* et des jouets magnétiques *MAGTASTIK* et *MAGNETIX JR.* destinés aux enfants d'âge préscolaire. Cette mesure a été prise à la suite du signalement de cas où les aimants se sont détachés et de quelques cas de blessures légères attribuables à l'aspiration d'un aimant provenant d'un jouet *MAGTASTIK*.



- b) Le 24 octobre 2006, la Société a annoncé qu'elle avait réglé quatre poursuites en justice et dix réclamations se rapportant à des blessures subies par des enfants à la suite de l'ingestion d'aimants. Les conditions du règlement ne contiennent aucune admission de responsabilité. Le montant total de 13,5 M\$ versé en règlement des poursuites et des réclamations a été comptabilisé à titre de charge au titre du règlement relatif à la responsabilité du fait du produit dans l'état consolidé des résultats de 2006.

Au 12 novembre 2008, la Société était défenderesse dans cinq poursuites relatives à la responsabilité du fait du produit. La Société est également au courant d'au moins dix-neuf autres incidents, dont certains alléguant que des enfants ont dû subir des interventions chirurgicales à la suite de l'ingestion de plusieurs aimants.

Le 14 avril, la Société a été avisée par la *U.S. Consumer Products Safety Commission* (la « CPSC ») de son intention d'imposer une pénalité civile pour le manquement allégué de la Société à ses obligations de divulgation en vertu de la *US Consumer Protection Safety Act* à l'égard des incidents impliquant les jouets *MAGNETIX* de la Société qui ont fait l'objet des rappels volontaires de mars 2006 et d'avril 2007. La CPSC n'a pas précisé le montant de la pénalité qu'elle entend exiger, ni le moment de son imposition. La Société ne peut évaluer avec certitude l'issue de cet avis.

Un recours collectif a été déposé dans le *District* du New Jersey le 8 avril 2008 contre *MEGA Brands Inc.* et *MEGA Brands America, Inc.* Le recours collectif est dirigé par un résident de la Californie au nom des personnes ayant acheté ou reçu en cadeau aux États-Unis des jouets magnétiques faisant l'objet des rappels de produits annoncés par la Société en mars 2006, en avril 2007 et en mars 2008. La Société croit que le recours est sans fondement et elle entend le contester avec vigueur. Malgré cela, elle ne peut évaluer avec certitude l'issue de ce recours.

- c) La Société est actuellement partie à un certain nombre de poursuites contre son concurrent principal dans le secteur des jouets de construction, *The Lego Group* (« Lego »), qui est également le plus important fabricant de ce type de jouets à l'échelle mondiale. Lego continue de contester la vente, par la Société, dans différents marchés, de jouets de construction compatibles sur les plans fonctionnel et esthétique. Ces poursuites pourraient avoir une issue défavorable pour la Société et entraîner la fermeture d'un ou de plusieurs marchés pour ses produits, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur la situation financière de la Société.
- d) La Société est également défenderesse dans d'autres causes survenant dans le cours normal de ses activités.

La Société est d'avis que les poursuites mentionnées ci-dessus n'auront pas, dans leur ensemble, une incidence défavorable importante sur sa situation financière consolidée ni sur ses résultats d'exploitation. En revanche, il n'est pas possible d'affirmer qu'aucun autre incident, poursuite ou réclamation ne se présentera, ni qu'aucune autre enquête de la CPSC ou d'un autre organisme de réglementation ne sera entreprise relativement aux produits *MAGNETIX* ou à tout autre produit, ni n'entraînera aucun autre rappel de produits.

17. Règlement relatif à la responsabilité du fait du produit et frais connexes

Période terminée le 30 septembre 2008

Au cours du troisième trimestre de 2008, la Société a reçu 1,7 M\$ de ses assureurs et, après la fin du trimestre, un montant additionnel de 7,7 M\$, représentant le recouvrement final associé au règlement de 13,5 M\$ versé par la Société en 2006 à la suite de poursuites relatives à l'ingestion d'aimants. Avec ces derniers montants, la Société aura recouvré de ses assureurs un total de 12,9 M\$ dans cette affaire.

Période terminée le 30 septembre 2007

La Société a reçu, en avril 2007, un premier paiement de 1,0 M\$ de son assureur principal. Un autre montant de 2,6 M\$ a été reçu en septembre 2007.

18. Informations sectorielles

Description des secteurs

La Société exerce ses activités dans deux secteurs géographiques, soit le secteur Amérique du Nord et le secteur International. Les ventes et la commercialisation sont effectuées en étant réparties entre deux gammes de produits.

- a) La gamme des Jouets englobe les jouets de construction *MEGA BLOKS*, dans les catégories enfants d'âge préscolaire et garçons de 5 ans et plus, les jouets de construction *MAGNETIX* pour enfants de 6 ans et plus, ainsi que les jeux de société et les casse-têtes *MEGA* pour toute la famille.
- b) La gamme des produits Papeterie et jeux d'activité se compose de matériel de dessin et de bricolage (crayons à dessiner, crayons de couleur, surligneurs et marqueurs), principalement vendu sous la marque *ROSE ART*; d'instruments pour écrire (stylos, portemines et crayons à mine), vendus principalement sous les marques *ROSE ART*, *SRX* et *USA GOLD*; de tableaux blancs et de tableaux de liège, de classeurs à compartiments et d'accessoires, vendus principalement sous la marque *BOARD DUDES*; ainsi que d'ensembles de bricolage et de jeux d'activité, sous les marques *ROSE ART* et *MEGA*.



c) Les informations sectorielles se rapportant aux activités de *MEGA Brands* dans ses régions géographiques sont présentées ci-après en fonction des critères utilisés par la Société pour la gestion de ses activités. Le chiffre d'affaires net est ventilé en fonction de l'endroit où se trouve le client, alors que les actifs à long terme le sont en fonction de leur propre emplacement :

<i>Information par secteur d'activités</i>	Trimestres terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2008	2007	2008	2007
	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires net				
Jouets	101 694	111 562	194 393	223 622
Papeterie et jeux d'activités	59 166	72 543	152 244	172 075
	160 860	184 105	346 637	395 697

<i>Information par secteur géographique</i>	Trimestres terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2008	2007	2008	2007
	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires net				
Amérique du Nord ¹⁾	100 328	117 715	223 732	271 051
International	60 532	66 390	122 905	124 646
	160 860	184 105	346 637	395 697

¹⁾ Inclut un chiffre d'affaires net de 27,6 M\$ en 2008 (20,2 M\$ en 2007) réalisé au Canada.

	Trimestres terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2008	2007	2008	2007
	\$	\$	\$	\$
Perte d'exploitation ²⁾				
Amérique du Nord	(121 816)	3 322	(144 872)	(29 934)
International	(5 942)	(8 391)	3 983	(1 803)
	(127 758)	(5 069)	(140 889)	(31 737)

	Aux 30 septembre	
	2008	2007
	\$	\$
Immobilisations corporelles, actifs incorporels et écarts d'acquisition ²⁾		
Amérique du Nord ³⁾	189 296	347 841
International	75 211	81 430
	264 507	429 271

2) Provision intermédiaire pour moins-value des écarts d'acquisition et autres actifs sera imputée dans l'information par secteur géographique au quatrième trimestre (note 12).

3) Inclut les immobilisations corporelles au Canada de 27,9 M\$ en 2008 (33,1 M\$ en 2007).